

Procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire de la CCEPPG du 09 mars 2017

L'an deux mille dix-sept et le neuf mars à dix-huit heures trente, le CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES régulièrement convoqué le 02 mars 2017, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle de réunions de la Cité du Végétal (84600 VALREAS), lieu désigné de sa séance, en session ordinaire du premier trimestre.

Sous la présidence de Monsieur Patrick ADRIEN, Président,

Etaients Présents :

Mesdames :

V. AYME - J. BERAUD - L. CHEVALIER - R. DOUX - R. FERRIGNO - A. FOURNOL - C. HILAIRE
S. KIENTZI - C. LASCOMBES - M. RICOU - C. ROBERT - C. TESTUD ROBERT

Messieurs :

P. ADRIEN - JN. ARRIGONI - D. BARBER - C. BARTHELEMY - G. BICHON - JP. BIZARD - M. BOISSOUT - L. CHAMBONNET - T. DANIEL - J. FAGARD - J. GIGONDAN - M-H. GROS - JM. GROSSET - S. GUILLEMAT - JL. MARTIN - J. ORTIZ - J. PERTEK - B. REGNIER - JM. ROUSSIN - M. ROUSTAN - J. SZABO - F. VIGNE

Etaients absents :

Madame F. BARTHELEMY-BATHELIER - Messieurs L. ANDEOL et S. MAURICO

Etaients absents excusés :

Mme S. BARRAS et Monsieur B. DURIEUX

Mme P. MARTINEZ, absente excusée, a donné pouvoir à M. F. VIGNE

Mme A. MILESI, absente excusée, a donné pouvoir à M. L. CHAMBONNET

Mme MH. SOUPRE, absente excusée, a donné pouvoir à M. A. GELIFIER, suppléant

Mme MJ. VERJAT, absente excusée, a donné pouvoir à M. G. BICHON

M. JL. BLANC, absent excusé, a donné pouvoir à M. P. ADRIEN

M. B. DOUTRES, absent excusé, a donné pouvoir à M. M. ROUSTAN

M. A. RIXTE, absent excusé, a donné pouvoir à M. JL. MARTIN

Madame R. DOUX, désignée conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT remplit les fonctions de secrétaire

Le Président accueille ses collègues et procède à l'appel afin de constater le quorum.

Il soumet ensuite le compte rendu de la séance du conseil communautaire du 16 février dernier à la validation des conseillers.

POINT 1 – Mise à disposition de la Responsable de l'OTC auprès du service « Tourisme » de la Communauté de Communes – Approbation d'une convention bilatérale. - Rapporteur : JN. ARRIGONI

Il est rappelé que la loi NOTRe du 7 août 2015 crée une nouvelle compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme », qui devient une compétence à part entière des EPCI à compter du 1^{er} janvier 2017.

Il est en outre rappelé que le Conseil Communautaire, réuni en séance le 21 novembre 2016, a validé la convention d'objectifs et de moyens triennale 2017-2019 qui lie la Communauté à l'OTC, dont l'article 4 « Ressources Humaines » précise la mise à disposition de Mme Pellegrin, Responsable de l'OTC Pays de Grignan – Enclave des Papes :

« Parallèlement, une convention de mise à disposition de personnel sera signée entre la C.C.E.P.P.G. et l'Office de Tourisme Communautaire : la responsable de l'OTC passera une partie de son temps plein (à définir ultérieurement avec le Bureau de l'OTC) au sein de la Communauté de Communes dans le but :

- d'assurer les suivis administratifs et budgétaires de l'OTC, ainsi que les missions de gestion des ressources humaines (plannings, plans de formation, congés...)*
- de monter les dossiers de demandes de subventions nécessaires au bon fonctionnement et à la réalisation de certaines missions de l'OTC, d'en assurer les suivis et remontées de dépenses,*

- de représenter la C.C.E.P.P.G. auprès des divers partenaires touristiques, financiers et professionnels du tourisme,
- de travailler sur la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de développement touristique de la C.C.E.P.P.G.,
- de travailler en binôme avec le chef de pôle « action économique ».

Il convient aujourd'hui de valider les modalités et conditions de mise à disposition de la Responsable de l'OTC, Madame Muriel Pellegrin, auprès de la CCEPPG.

M. ARRIGONI précise à M. CHAMBONNET que le salaire de Mme PELLEGRIN est prélevé sur le budget général et non sur la subvention octroyée par la communauté.

LE CONSEIL EST INVITE A :

APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de Mme Pellegrin, Responsable de l'OTC Pays de Grignan – Enclave des Papes, et notamment le remboursement des frais engendrés par sa mise à disposition, à hauteur de 364 heures par an (soit environ 8.470 euros sur une année pleine).

PRECISER que cette convention est conclue du 1^{er} avril 2017 au 31 décembre 2017, et est renouvelable annuellement sans pouvoir excéder une durée totale de trois ans.

VALIDER les missions qui lui seront confiées :

- rechercher des financements (montages de dossiers de demandes de subventions nécessaires au bon fonctionnement et à la réalisation de certaines missions de l'OTC, suivis et remontées de dépenses),
- représenter la C.C.E.P.P.G. auprès des divers partenaires touristiques, financiers et professionnels du tourisme,
- élaborer et suivre l'exécution budgétaire de l'OTC en adéquation avec la subvention annuelle versée et les objectifs fixés dans la convention d'objectifs et de moyens,
- élaborer et mettre en œuvre la stratégie de développement touristique de la C.C.E.P.P.G.,
- assurer la promotion et le développement touristique du territoire,
- de travailler en binôme avec le chef de pôle « action économique » et participer à la préparation des commissions « tourisme » selon l'ordre du jour.

AUTORISER le Président à signer toute pièce relative à cette affaire.

Voix pour : 41 Voix Contres : 0 Abstentions : 0

POINT 2 – Transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes – Opposition des Communes

Rapporteur : Sylvain GUILLEMAT

Lors de sa séance du 27 octobre 2016, le Conseil Communautaire a été informé des échéances à prendre en compte en matière de PLU.

Plus précisément, il avait été rappelé que la loi ALUR du 24 mars 2014 prévoit le transfert de plein droit de la compétence relative au PLU ou aux documents d'urbanisme tenant lieu de PLU, dont la carte communale aux intercommunalités, sauf opposition exprimée par les conseils municipaux.

Pour mémoire, l'opposition au transfert de la compétence PLU à une communauté de communes doit être exprimée par 25 % (soit 5 communes) des communes représentant au moins 20 % (soit 4.700 habitants) de la population totale des communes concernées.

Considérant que treize Conseils Municipaux, représentant 18.420 habitants, ont à ce jour pris une délibération pour exprimer cette opposition,

M. CHAMBONNET s'étonne que la communauté soit invitée à prendre acte et non à prendre une délibération.

M. GUILLEMAT souligne que ce n'est pas une obligation légale mais qu'effectivement, le conseil communautaire peut se prononcer également.

M. ADRIEN convient de la demande de M. CHAMBONNET et soumet ce point au vote des conseillers communautaires.

LE CONSEIL EST INVITE A :

PRENDRE ACTE du non transfert à la Communauté de la compétence PLU.

AUTORISER le Président à signer toute pièce relative à cette affaire.

Voix pour : 40 Voix Contres : 0 Abstentions : 1

POINT 3 – Convention de reversement de la TEOM 2017 avec la Commune de Grignan

Rapporteur : Jacques PERTEK

La Communauté de Communes exerce, depuis le 1^{er} Avril 2014, la compétence « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » sur l'ensemble du territoire communautaire, dont la Commune de Grignan.

Tant que l'harmonisation du mode de financement du service ne sera pas effective, les délibérations de la Commune resteront applicables pour 2017, y compris la délibération d'institution de la taxe.

La Commune de Grignan va être appelée à fixer le taux de la TEOM applicable à son territoire pour 2017. Elle en percevra le produit qu'elle reversera selon les modalités établies par convention à la Communauté de Communes qui exerce effectivement la compétence de collecte des déchets ménagers.

Le Conseil Communautaire est appelé à approuver les termes de la convention, identiques à 2016, et autoriser le Président à signer ce document.

M. ORTIZ interroge M. PERTEK : pourquoi les communes soumises à la taxe n'harmonisent-elles pas leurs taux à l'image des communes soumises à la redevance ?

M. PERTEK lui répond que la délibération de principe prise lors du conseil communautaire du 16 décembre 2017 vise à amorcer une harmonisation dans le cadre de la loi qui impose un choix entre REOM et TEOM. Dans l'immédiat il n'y aucune conséquence. Les 4 communes de l'Enclave ont un taux unique, la commune de Grignan conserve le sien et les autres communes Drômoises conservent leur système à la redevance.

M. ORTIZ reformule sa question : pourquoi la commune de Grignan n'harmonise pas son taux d'enlèvement des ordures ménagères avec les communes de l'Enclave.

M. PERTEK précise qu'à ce jour, cela s'avère impossible ; ce sera le cas lors de la mise en place du nouveau système. La commune de Grignan vote son taux sur la base du recensement des dépenses correspondant au service sur son territoire.

LE CONSEIL EST INVITE A :

APPROUVER la convention de reversement du produit de la TEOM 2017 avec la Commune de Grignan.

AUTORISER Monsieur le Président à signer toute pièce relative à cette affaire et notamment la convention.

Voix pour : 37 Voix Contres : 0 Abstentions : 4

POINT 4 – Marché de collecte des déchets ménagers et assimilés de la CCEPPG – Avenant n°2

Rapporteur : Jacques PERTEK

Le marché de collecte des déchets ménagers et assimilés pour son lot n°1 Collecte des ordures ménagères et des encombrants, lavage des bacs et des conteneurs est en cours d'exécution depuis le 1er janvier 2015. Le titulaire du lot est l'entreprise SMN NICOLLIN.

Sur la commune de Grignan, un point d'apport volontaire est confronté à une très forte fréquentation, par conséquent la fréquence mentionnée au contrat n'est pas suffisante et il convient de l'adapter.

Il est proposé au Conseil Communautaire de réaliser un avenant n°2 à ce contrat. (Pour rappel, l'avenant n°1 portait sur une modification des fréquences de collecte de certains établissements scolaires de Valréas, l'avenant n'avait eu aucune incidence financière sur le contrat).

L'avenant n°2 portera sur l'ajout d'une fréquence de collecte hebdomadaire supplémentaire au point d'apport volontaire Le Pontillon, Route de Grillon à Grignan pour la période du 15 juin au 15 septembre.

Les jours de collecte seront les suivants pour cette période : lundi, mercredi et vendredi.

Le montant annuel de l'avenant est de 786,50 € TTC. Ce qui représente 0,09% d'augmentation du coût de collecte des ordures ménagères en porte à porte et point d'apport volontaire sur notre territoire à l'année.

Il n'est en rien dérogé aux autres clauses et conditions du marché initial qui conservent toute leur valeur d'exécution dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant.

M. GROSSET s'interroge sur le mode de financement de cet avenant qui s'élève à 700€. Cette somme sera-t-elle imputée à l'ensemble des communes ?

M. BICHON répond par la négative et précise qu'elle sera impactée sur la taxe de Grignan.

M. ADRIEN, en ce sens, précise que le coût du service sera appelé à Grignan, qui adaptera éventuellement son taux en prenant en compte cet avenant.

M. ORTIZ prend la parole : sur Chantemerle il y a habituellement 30 bacs, à ce jour il en manque 6. Qui les a enlevé et pourquoi ?

Il précise à M. PERTEK l'avoir signalé aux services de la communauté. Ce dernier, l'informe qu'un retour par les services lui sera donc fait sous peu.

LE CONSEIL EST INVITE A :

AUTORISER la signature de l'avenant n°2 au lot 1 du marché de collecte des déchets ménagers et assimilés, pour un montant annuel de 786,50 euros TTC.

PRECISER que les autres stipulations du marché restent inchangées.

AUTORISER le Président à signer toute pièce relative à cette affaire.

Voix pour : 41 Voix Contres : 0 Abstentions : 0

POINT 5 – Information du Conseil sur les décisions prises par le Président sur délégation

Rapporteur : Patrick ADRIEN

Décision	Date	Objet	Montant
<u>n°2017-06</u>	14.02.2017	Réalisation de l'animation et de la direction de l'ALSH « La Boîte à Malices » au sein des écoles maternelle et élémentaire Albert Bertrand à Montségur sur Lauzon – Choix du prestataire	Centre Social AGC Tarif unitaire par type de prestation Coût global estimé 2017 : 47 000€ TTC
<u>n°2017-07</u>	14.02.2017	Ramassage et transport journalier pour l'ALSH « La Boîte à Malices » au sein des écoles maternelle et élémentaire Albert Bertrand à Montségur sur Lauzon – Choix du prestataire	Cars et transports TESTE Tarif unitaire par type de prestation Coût global estimé 2017 : 17 000€ TTC
<u>n°2017-08</u>	14.02.2017	Fourniture de repas en liaison chaude ou froide et fourniture de pique-nique destinés à l'ALSH « La Boîte à Malices » au sein des écoles maternelle et élémentaire Albert Bertrand à Montségur sur Lauzon – Choix du prestataire	API Restauration Prix unitaire par repas et par personne : 4,20 €TTC Coût global estimé 2017 : 11 000€ TTC
<u>n°2017-09</u>	28.02.2017	Réaménagement de l'ancienne usine TIRO CLAS à Valréas - Lot Désamiantage – Choix du prestataire	SAS PRESTOSID 35 221,20 € TTC
<u>n°2017-10</u>	01.03.2017	Aménagement du siège administratif de la Communauté de Communes – Fourniture de mobilier – Choix du prestataire	LYRECO 5.193,74 euros TTC

M. BOISSOUT s'étonne du montant facturé par API Restauration : il constate une différence d'environ 90cts avec le montant facturé à sa commune.

M. ARRIGONI déclare avoir fait le même constat dans le cadre des recherches relatives à la commission mutualisation. Des différences d'environ 40cts ont été constatées pour un service identique.

Information sur la compétence électrification- éclairage public - Rapporteur : Patrick ADRIEN

La compétence électrification – éclairage public, malgré une décision de conservation à l'échelon communautaire prise en novembre 2015, continue à faire largement débat ce qui de fait, bloque l'avancement et la réalisation des projets tant dans les communes drômoises que dans les communes vauclusiennes.

Afin de sortir de cette impasse, une rencontre vient récemment d'avoir lieu avec les sous-préfets de Carpentras et de Nyons ainsi que des représentants du SDED et du SEV, en vue de déterminer les solutions envisageables.

Au vu des échanges intervenus, va être proposée le 06 avril, lors de notre prochain conseil communautaire, une délibération portant sur la restitution de ces compétences électrification – éclairage public.

Cette restitution pourra être effective une fois que les conseils municipaux se seront prononcés, à la majorité qualifiée (2/3 des communes représentant la moitié de la population, ou l'inverse).

Cela permettra un retour rapide à la situation antérieure pour les Communes de la Drôme.

Les services communautaires travaillent actuellement à déterminer les solutions les moins pénalisantes pour les Communes du Vaucluse, étant précisé que les préfets nous ont assurés de leur soutien et de leur coopération dans cette affaire.

M. ADRIEN précise à M. CHAMBONNET que la restitution de l'éclairage public et l'électrification rurale sera régularisé dans le cadre de la CLECT. Il ajoute qu'une solution de sortie intéressante et convenable pour les communes a été trouvée.

M. CHAMBONNET demande, dans un souci de transparence, que soit transmis les détails financiers de cette opération.

Le Président lève la séance à 19 heures.

Débat d'orientation budgétaire 2017 - Rapporteur : Patrick ADRIEN

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 5211-36, Vu le règlement intérieur de la Communauté de Communes, modifié par délibération n°2016-107 du 15 décembre 2016,

Considérant que l'article L. 2312-1 du CGCT, auquel renvoie l'article L. 5211-36 pour les Communautés de Communes, dispose que « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département [...] »

Considérant que l'article 25 du règlement intérieur de la Communauté de Communes précise les conditions de tenue du débat d'orientation budgétaire,

Considérant que la tenue d'un débat d'orientation budgétaire constitue une étape préalable à l'adoption du budget,

Considérant qu'au terme du débat d'orientation budgétaire, aucune décision n'est arrêtée ; qu'il convient néanmoins de prendre acte de la réalisation du débat d'orientation budgétaire, portant tant sur le budget général que sur les budgets annexes

M. GIGONDAN fait lecture du débat d'orientation budgétaire.

Arrivée de M. ANDÉOL, départ de Mme KIENTZY qui donne pouvoir en son nom à M. ROUSSIN.

Concernant, le très haut débit, Mme ROBERT s'étonne que la communauté doive s'acquitter dès 2018, de sa participation auprès de ADN alors que les travaux ne seront pas commencés. Qu'advient-il si l'entreprise dépose le bilan ?

M. GIGONDAN lui précise que ce n'est pas une entreprise mais un syndicat, ADN, créé par les Départements de la Drôme, de l'Ardèche et la Région Rhône Alpes dans le but de déployer la fibre optique sur le territoire Drôme-Ardèche. Ce fonctionnement est préconisé par la chambre régionale des comptes afin que la structure soit assurée des financements.

Mme BERAUD souligne pour sa part, qu'il pourrait être envisagé de bloquer la somme correspondante auprès de la caisse des dépôts.

M. GIGONDAN rappelle que le déploiement très haut débit est financé à plusieurs niveaux. La communauté n'a à sa charge que la part résiduelle estimée à 20%. La Communauté n'a aucune alternative mise à part, éventuellement, un décalage des versements sur 3 ans.

M. ORTIZ s'étonne que 200 000€ soit budgétisés pour les travaux du 1^{er} étage alors qu'ils sont déjà réalisés.

M. GIGONDAN lui répond que les travaux d'ores et déjà réalisés en régie, concernent les bureaux de la CCEPPG. Le montant porté au budget est, quant à lui, destiné à l'aménagement des bureaux vacants dans le but d'accueillir de nouveaux locataires.

M. CHAMBONNET remercie tout d'abord Mme MANDIER pour le travail considérable effectué.

Il informe M. GIGONDAN qu'il aurait souhaité qu'un tableau comparatif de la CCEPPG par rapport à une autre communauté soit joint.

De plus, il souhaite souligner quelques points qui ont attiré son attention :

En premier lieu, il lit page 17 que la communauté dispose, à ce jour, de 3 alternatives de leviers de fonds : conforter les marges de manœuvre sur le mandat, garantir les équilibres financiers, poursuivre une politique d'investissements adaptée pour le territoire, et ce, sans évolution de la fiscalité. Cette approche nécessite une maîtrise du budget de fonctionnement.

Hors, il constate page 25, que les charges de personnel augmentent (4.39% pour 2017) alors que les autres intercommunalités gèlent cette hausse autour des 1 ou 2%. Il déclare se questionner sur l'efficacité de la mutualisation.

De plus, au vu du tableau page 28 relatif au plan pluriannuel d'investissement, et mis à part la mise en réseau des bibliothèques et l'épicerie sociale, aucun dossier nouveau n'est prévu. Il souligne la réserve foncière de 30 000, ce qui ne lui paraît pas utile; il s'étonne que le projet voies douces soit absent du tableau, alors que de

fortes subventions départementales ou régionales peuvent être sollicitées. Il aurait pensé qu'un échelonnement de travaux correspondant à des mini tronçons faciles à aménager serait proposé. Le tourisme est le premier générateur économique de ce territoire, il est important de ne pas le négliger.

Enfin, aucune ligne concernant l'étude d'accompagnement compétence eau et assainissement n'apparaît ce qui lui semble dommage.

Il s'inquiète du financement prévisionnel envisagé avec une faible capacité d'autofinancement. L'opportunité de recourir à l'emprunt pour aménager les locaux et accueillir les entreprises devrait être étudiée : la commune de Valaurie vient de contracter un emprunt d'un montant équivalent à 1.48%.

Hormis pour le dossier fibre optique, mais encore la communauté n'a pas le choix. Pour lui, les seuls choix présentés relèvent de l'attentisme, il se demande donc si ça vaut le coup ou pas de siéger car il n'y a pas de perspectives pour ce territoire.

M. GIGONDAN revient tout d'abord sur la demande de tableau comparatif : les fonctionnements sont différents d'une communauté à l'autre en raison des compétences exercées ou du mode de gestion (régie, délégation de service public...); dans ce contexte, un tableau comparatif n'aurait pas de sens.

Pour ce qui est de l'évolution de la masse salariale, M. GIGONDAN souligne que M. MAURIN dont le départ à la retraite est prévu en juillet 2017, apparaît dans les effectifs au 1^{er} janvier.

M. ROUSTAN demande des informations quant au remplacement de M. MAURIN : une procédure de recrutement pour son remplacement a-t-elle été lancée ? Il rappelle qu'une procédure doit être respectée.

M. ARRIGONI informe ses collègues que le départ de M. MAURIN est prévu au 1^{er} juillet 2017. Une candidature en interne est possible mais aucune procédure n'est enclenchée à ce jour. Il est prévu d'étudier son remplacement dès le mois d'avril.

A M. ROUSTAN qui lui demande une nouvelle fois si une action quelconque en vue de ce remplacement a été faite, M. ARRIGONI répond par la négative. De plus les démarches en interne ne sont pas les mêmes qu'en cas de recrutements externes.

M. ROUSTAN fait alors référence à une déclaration de M. GIGONDAN lors de la présentation du DOB, qui a évoqué une prime de départ pour M. MAURIN.

M. ADRIEN l'informe alors que c'était une plaisanterie de la part de M. GIGONDAN, cette information est fautive.

M. ROUSTAN estime que M. GIGONDAN aurait pu leur épargner cette plaisanterie, son discours ayant été bien assez long.

Mme ROBERT évoque l'étude de faisabilité de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement de Roussas. Elle n'a eu, depuis, aucun retour. En cas d'abandon du projet, il aurait été opportun que les conseillers communautaires soient informés. Elle demande une inscription à l'ordre du jour.

Mme TESTUD ROBERT l'informe qu'elle entend sa demande et ce point sera inscrit à l'ordre du jour d'un prochain conseil communautaire. Elle rappelle enfin, qu'une rencontre sera prochainement programmée concernant le travail qui doit également être réalisé avec Roussas sur un projet de garde.

M. ROUSTAN souhaiterait qu'un bilan des opérations soit dressé. Ceci permettrait de mettre en évidence la disproportion des investissements sur les territoires Drômois et Vauclusiens.

M. ROUSSIN demande à intervenir car il estime que M. ROUSTAN flèche le projet des bâtiments de Tiro Clas / Germain Aubert. Il déclare avoir l'ennui et le plaisir de gérer ce bâtiment au sein de sa commission. C'est une propriété qui appartient à la Communauté, Vauclusiens et Drômois, tout comme le terrain pour le lycée, qu'il est nécessaire de valoriser. Les investissements réalisés sont à la charge de tous, les recettes seront également au profit de chacun. Une rentrée d'argent devrait être enregistrée avec les ventes du tènement et de la maison dite du gardien. Estimée tout d'abord à 50 000€ par les domaines, elle pourrait être vendue pour la somme de 85 000€ environ, ceci grâce à une demande concertée des conseillers communautaires qui ont souhaité une évaluation par des agences immobilières spécialisées.

Il évoque ensuite le très haut débit. Il demande à M. ROUSTAN de faire le ratio entre le coût de déploiement à la prise entre la Drôme et le Vaucluse. La différence est éloquente.

Les clivages doivent tomber : d'autres ont construits leurs propres bâtiments. Notre intercommunalité en dispose. Il demande d'arrêter de regarder 1€ pour la Drôme et 1€ pour le Vaucluse.

M. ROUSTAN en convient, la différence de tarif entre les prises de la Drôme et celles du Vaucluse avait été expliquée lors d'une réunion. Il répète cependant que les opérations sont plutôt programmées en Vaucluse.

M. ROUSSIN demande alors à M. ROUSTAN de citer des exemples.

Ce dernier évoque alors le centre de loisirs en projet sur Roussas qui n'est plus d'actualité.

M. ROUSSIN en convient mais ce projet n'est pas pour autant prévu sur le Vaucluse.

M. CHAMBONNET se déclare satisfait des recettes à venir. Il qualifie par conséquent, le DOB présenté de pessimiste.

M. GUILLEMAT rappelle que c'est une orientation et non un budget. Il souhaite répondre à M. CHAMBONNET sur les voies douces, dossier porté par la commission qu'il préside. Le tracé définitif est avancé. Il attend le chiffrage exact avant inscription. Il défendra ce projet de territoire qui concerne toutes les communes et les deux départements. Il s'engage à défendre ce dossier ouvertement, mais aujourd'hui ce projet manque de maturité.

M. CHAMBONNET s'en félicite mais il pressent que ce n'est pas une volonté partagée au sein du bureau.

M. GUILLEMAT réfute et déclare que le projet ne pouvait être évoqué dans le DOB car n'était pas finalisé. De plus, il ajoute que, concernant l'eau et l'assainissement, une demande de subvention visant à étudier le transfert va être sollicitée et la réalisation de l'étude budgétisée. *(Cf page 29 du DOB)*

Mme TESTUD ROBERT, pour répondre à M. ROUSTAN, prend la parole pour rappeler que la boutique alimentaire concerne tout autant le Vaucluse que la Drôme.

M. CHAMBONNET déclare qu'il n'a jamais entretenu le clivage entre Drôme et Vaucluse mais qu'il veillera personnellement à ce que le service soit bien réparti sur l'ensemble du territoire. Il conclut, sur le ton de la plaisanterie, en déclarant : « Ce DOB c'est de la Daube ».

M. GROSSET demande la parole. Les dépenses ont beaucoup été évoquées, beaucoup moins les recettes. Il profite de la présence du Président du SMBVL autour de la table. Il a entendu, mais pas de source officielle, que le SMBVL viendrait s'installer dans l'Espace Germain Aubert.

M. BIZARD, Président de la structure, déclare qu'effectivement, en concertation avec le Directeur, la proposition faite par la Mairie de Grillon a été refusée. Des discussions sont en cours pour trouver de nouveaux locaux.

M. GROSSET acquiesce. L'offre faite a certes été refusée mais la raison est ambiguë. La version donnée est l'augmentation de personnel, conséquence de la prise de compétence GEMAPI.

M. BIZARD déclare qu'effectivement si des recrutements dans le cadre de GEMAPI s'avéraient nécessaires, les locaux de Grillon seraient trop à l'étroit.

A M. GROSSET qui reformule sa question et demande une nouvelle fois si, conformément aux bruits qui circulent, le SMBVL vient s'installer à Valréas, M. ADRIEN déclare qu'effectivement des discussions sont engagées, mais que rien n'est signé. Il ne fera donc pas de déclarations supplémentaires. Il convient que des bruits circulent, beaucoup d'ailleurs.

Il invite alors les conseillers communautaires à prendre acte du présent débat d'orientation budgétaire.

Voix pour : 25 Voix Contres : 0 Abstentions : 17

Le Président lève la séance à 20 heures 20



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017

RAPPORT

Conseil Communautaire du 9 Mars 2017

Table des matières

CADRE JURIDIQUE DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE	14
I. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE INTERNATIONAL & NATIONAL	15
A. Prévisions économiques de l'Union Européenne – Croissance modeste dans des temps difficiles	15
B. La croissance mondiale ne devrait guère stimuler les exportations	16
C. Données Nationales – la Loi de Finances 2017	17
1. <i>Reprise de l'économie française</i>	17
2. <i>Réforme territoriale – Redressement des comptes publics</i>	18
a) <i>Les dotations de l'Etat</i>	18
b) <i>Fonds de soutien à l'investissement</i>	19
c) <i>Dotations de solidarité rurale & urbaine – Dotation Nationale de Péréquation</i>	19
d) <i>Fonds de compensation pour la valeur ajoutée</i>	19
e) <i>Fonds Péréquation des Ressources Intercommunales & Communales</i>	19
f) <i>Autres mesures</i>	20
g) <i>L'objectif non prescriptif d'évolution de la dépense publique locale (ODEDEL)</i>	20
II. EVOLUTION DE L'INTERCOMMUNALITE	21
A. Contexte de l'intercommunalité sur le territoire.....	21
1. <i>Le Schéma départemental de coopération intercommunale</i>	21
2. <i>Loi NOTRe</i>	21
3. <i>Transfert de compétence Electrification Rurale au Syndicat d'Electrification 84</i>	22
4. <i>Schéma de mutualisation – Commission Mutualisation</i>	22
a) <i>Contenu du schéma de mutualisation</i>	22
b) <i>Situation actuelle</i>	22
c) <i>Evolution prévisionnelle 2017</i>	23
B. La population du territoire	23
C. Eléments d'analyses financières	24
1. <i>La capacité d'autofinancement</i>	25
2. <i>Etat de la dette</i>	25
3. <i>Etude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement pour toute opération exceptionnelle d'investissement</i> ..	26
III. ORIENTATIONS DU BUDGET PRIMITIF 2017	27
A. Le contexte budgétaire 2016	27

B. Budget principal – Recettes de fonctionnement	28
1. <i>La Fiscalité</i>	28
2. <i>Les dotations de l'Etat – la Dotation Globale de Fonctionnement</i>	29
3. <i>Les produits des services</i>	30
4. <i>Synthèse des produits fiscaux et reversements</i>	30
a) <i>L'attribution de compensation</i>	31
b) <i>L'évolution du FPIC</i>	32
c) <i>Le FNGIR</i>	32
C. Budget principal - Dépenses réelles de fonctionnement	33
1. <i>Structure et évolution des dépenses de personnel</i>	33
a) <i>Structure des effectifs</i>	33
b) <i>Evolution et exécution des dépenses de personnel</i>	34
c) <i>Montant annuel du régime indemnitaire</i>	36
d) <i>Evolution du temps de travail</i>	36
e) <i>Actions sociales</i>	36
D. Perspectives d'évolution pour 2017.....	37
1. <i>Evolution des taux 2017</i>	37
2. <i>Evolution des tarifs 2017</i>	37
3. <i>Plan pluriannuel prévisionnel d'investissement</i>	38
E. Modalités de vote des budgets.....	39
1. <i>Budget principal 2017</i>	39
a) <i>Administration générale</i>	39
b) <i>Commission Action Sociale</i>	40
c) <i>Commission Environnement</i>	41
d) <i>Commission Aménagement du Territoire</i>	42
e) <i>Commission Développement Economique / Tourisme</i>	44
2. <i>Budget Annexe : Assainissement non Collectif 2017</i>	46
3. <i>Budget Annexe : Déchets REOM 2017</i>	46

CADRE JURIDIQUE DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Le Conseil Communautaire est invité à tenir son débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. La tenue d'un DOB est obligatoire, et ce dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Par application des dispositions de l'article L5211-36 du CGCT, les dispositions de l'article L2312-1 du CGCT sont applicables à la Communauté de Communes. Ainsi, l'article L2312-1 du CGCT dispose dans sa rédaction issue de la loi NOTRe du 7 Août 2015, article 107 (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) :

« (...) Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, une présentation de la structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail) ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. (...) »

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote. Cette délibération est alors transmise au représentant de l'Etat accompagnée du rapport.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.

Le rapport prévu à l'article L2312.1 du CGCT est transmis par Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Enclave des Papes-Pays de Grignan », dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire aux maires des communes membres de l'EPCI (article D 5211-18-1C, L 5211-36 du CGCT).

Ce rapport est mis à disposition du public au **siège administratif** de la collectivité dans le même délai, à savoir au 14 A, ancienne route de Grillon à VALREAS et sera mis en ligne sur le site internet de la collectivité dans son intégralité et sous un format non modifiable. Ces modes de consultation doivent garantir la gratuité et la facilité de l'accès par le public, pour leur lecture comme pour leur téléchargement, leur conformité aux documents soumis à l'organe délibérant ainsi que leur bonne conservation et leur intégrité.

Le DOB permet :

- De présenter à l'assemblée délibérante les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités du budget primitif, le contexte national et international étant évoqué,
- D'informer sur la situation financière de la Communauté de Communes et les perspectives budgétaires,
- De présenter les actions mises en œuvre.

Le présent document abordera donc successivement :

- Le contexte socio-économique et l'environnement général,
- Le contexte local de la Communauté de Communes : situation financière, fiscale et d'endettement,
- Bilan 2016 et orientations du budget 2017.

I. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE INTERNATIONAL & NATIONAL

A. Prévisions économiques de l'Union Européenne – Croissance modeste dans des temps difficiles

La Commission prévoit une croissance de 1,5% pour la zone euro et de 1,6% pour l'UE en 2017.

La croissance économique en Europe devrait continuer d'augmenter à un rythme modéré, les progrès enregistrés récemment sur le marché du travail et la hausse de la consommation privée étant contrebalancés par un certain nombre de facteurs qui freinent la croissance et atténuent l'effet des paramètres favorables. Dans ses prévisions d'automne publiées aujourd'hui, la Commission Européenne prévoit une croissance du PIB dans la zone euro de 1,7% en 2016, 1,5% en 2017 et 1,7% en 2018 (prévisions printemps : 1,8% pour 2016 et 1,9% pour 2017).

La consommation privée devrait rester le principal moteur de croissance en 2018, soutenue par des perspectives d'accroissement de l'emploi et un léger relèvement des salaires. Le coût du crédit demeure propice à la croissance grâce à une politique monétaire exceptionnellement accommodante. Le déficit budgétaire agrégé de la zone euro devrait poursuivre sa contraction, tandis que la politique budgétaire devrait demeurer non restrictive. L'investissement devrait continuer à augmenter.

Toutefois, les incertitudes politiques, la croissance en perte de vitesse en dehors de l'UE et la faiblesse des échanges mondiaux pèsent sur les perspectives de croissance. Il existe également un risque que les performances médiocres de l'économie au cours des dernières années freinent la croissance, et la phase persistante de basse conjoncture laisse poindre la possibilité d'une croissance plus soutenue en l'absence de pressions inflationnistes indues. Par ailleurs, dans les années à venir, l'économie européenne ne sera plus en mesure de se reposer sur le soutien exceptionnel de facteurs extérieurs tels que la chute des prix du pétrole et la dépréciation monétaire.

Tous les états membres tirent parti de la reprise actuelle

Alors que les écarts importants entre les performances économiques se maintiennent, le PIB de l'UE est plus élevé qu'avant la crise et celui de certains Etats membres s'établit à plus de 10% au-dessus du niveau le plus bas enregistré. Sur la période couverte par les prévisions, l'activité économique est appelée à poursuivre sa progression dans tous les Etats membres, bien que de manière toujours inégale.

L'investissement devrait connaître un rebond en 2018, en partie grâce au cofinancement par l'UE.

Ayant pâti de la hausse timide de la demande et des perspectives de faible croissance, de la réduction de l'endettement des entreprises en cours dans certains Etats membres et d'incertitudes accrues, le climat d'investissement connaît enfin une embellie, et l'on s'attend à ce que les investissements repartent à la hausse en 2018. Les projets financés au titre du plan d'investissement pour l'Europe, ainsi que, dans certains Etats membres, les projets cofinancés au moyen de fonds de l'UE pour la période de programmation 2014-2020 devraient soutenir de plus en plus les investissements privés et publics au fur et à mesure que ceux-ci entrent dans leur phase de mise en œuvre. Dans l'ensemble, l'investissement devrait, selon les prévisions, croître de 3,3% en 2016, de 3,1% en 2017 et de 3,5% en 2018.

Une reprise relativement génératrice d'emplois

L'emploi dans la zone euro et l'UE devrait croître de 1,4% en 2016 –un rythme inédit depuis 2008-, malgré la persistance de capacités sous-utilisées sur le marché du travail. La création d'emplois devrait se poursuivre, tirée par une croissance induite par la demande intérieure, une hausse modérée des salaires, ainsi que par les mesures de politique budgétaire et les réformes structurelles appliquées dans certains Etats membres. La croissance de l'emploi devrait rester relativement solide, malgré un très faible tassement en 2017 et 2018. Même si l'on s'attend à une augmentation plus rapide de la population active en 2016 en raison d'une hausse des taux de participation et de l'intégration progressive des réfugiés sur le marché du travail, le chômage dans la zone euro devrait reculer relativement vite, passant de 10,1% en 2016 à 9,7% en 2017, pour s'établir à 9,2% en 2018. Cette évolution devrait être du même ordre pour l'ensemble de l'UE, le taux de chômage devant chuter de 8,6% en 2016 à 8,3% pour 2017 et 7,9% en 2018. Pour la zone euro, c'est le niveau le plus bas depuis 2009. Ces chiffres soutiennent la comparaison avec le niveau record de 12 % en 2013, mais restent nettement supérieurs aux 7,5% atteints en 2007.

L'inflation devrait remonter de son très faible niveau, sous l'action des prix de l'énergie

L'inflation dans la zone euro a été très faible au cours du premier semestre de l'année, avec la chute des prix du pétrole, mais est repartie à la hausse au troisième trimestre, l'effet des baisses de prix antérieurs ayant recommencé à s'estomper. Elle devrait désormais repasser la barre de 1%, avec la hausse présumée des prix pétroliers. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatiles de l'énergie et des denrées alimentaires, devrait augmenter progressivement, dans un contexte marqué par la croissance plus soutenue des salaires et un nouveau resserrement de l'écart de production. Dans l'ensemble, l'inflation dans la zone euro devrait passer de 0,3% en 2016 à 1,4% en 2017 et 2018. Pour ce qui est de l'UE, les prévisions tablent sur une hausse de l'inflation qui, de 0,3% en 2016, passerait à 1,6% en 2017 et 1,7% en 2018.

L'état des finances publiques continue à s'améliorer

Dans la zone euro, tant le déficit public agrégé que le ratio de la dette publique au PIB devraient continuer à baisser au cours de la période 2017-2018 couverte par les prévisions. Le déficit public de la zone euro devrait reculer, de 1,8% du PIB en 2016 à 1,5% en 2017 comme en 2018. Ce fléchissement résulte de la diminution des transferts sociaux parallèlement à la baisse du chômage, de la modération salariale dans le secteur public et de la faiblesse des taux d'intérêt, qui allège le service de la dette. Le ratio de la dette au PIB devrait baisser pour passer de 91,6% en 2016 à 89,4% en 2018.

B. La croissance mondiale ne devrait guère stimuler les exportations

La croissance du PIB mondial a poursuivi son repli au cours des derniers mois et devrait s'établir à 3,2% en 2016, son niveau le plus bas depuis 2009. Un renforcement de la croissance sur les marchés émergents et aux Etats-Unis est attendu, toutefois, le taux de croissance mondiale (hors UE) devrait s'accroître de manière modérée. La faiblesse actuelle des échanges mondiaux hors UE pèse sur les exportations de la zone euro, malgré la résilience du commerce intra-zone euro. Le commerce mondial, exceptionnellement fragile en 2016, devrait croître plus lentement que le PIB en 2016, avant d'augmenter à nouveau le rythme de la croissance du PIB en 2017, pour devancer légèrement celle-ci en 2018. On s'attend à une progression des importations supérieure à celle des exportations dans la zone euro. L'excédent de la balance courante de la zone euro devrait diminuer durant la période couverte par les prévisions.

Augmentation des risques pesant sur les prévisions

Les risques pesant sur les prévisions ont augmenté au cours des derniers mois et traduisent clairement une orientation baissière, notamment en raison du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union, qui a suscité des incertitudes et peut être perçu comme un signe de risques accrus pour les politiques mises en œuvre, dans un environnement politique de plus en plus instable. Les risques extérieurs, tels que des évolutions économiques incertaines en Chine et le risque de dégradation de conflits géopolitiques, ont également augmenté.

Contexte

Les présentes prévisions reposent sur un ensemble d'hypothèses extérieures concernant les taux de change, les taux d'intérêt et les prix des produits de base. Les chiffres utilisés correspondent aux attentes des marchés de produits dérivés à la date des prévisions. Seules les politiques annoncées de façon fiable et définies de manière suffisamment détaillée ont été prises en compte. Les projections reposent sur l'hypothèse de politiques inchangées.

Indicateurs économiques France :

Prévisions économiques de l'UE-Prévisions Automne 2016 (Commission Européenne)					
Prévisions pour la France	2014	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB (% , glissement annuel)	0,2	1,3	1,3	1,4	1,7
Inflation (% , glissement annuel)	0,6	0,1	0,3	1,3	1,4
Chômage (%)	10,3	10,4	10	9,9	9,6
Solde budgétaire public (% du PIB)	-3,9	-3,5	-3,3	-2,9	-3,1
Dettes publiques brutes (% du PIB)	95,6	96,2	96,4	96,8	97,1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-2,3	-2	-2,1	-2,3	-2,6

C. Données Nationales – la Loi de Finances 2017

1. Reprise de l'économie française

La reprise se confirmerait en 2016 et 2017 avec une croissance de +1,5% sur chacune des deux années, soutenue par la demande intérieure. Ce scénario de croissance est identique à celui du Programme de stabilité. L'activité resterait toutefois pénalisée par la détérioration de l'environnement international en 2016 (en lien notamment avec les incertitudes liées à la procédure de sortie du Royaume-Uni de l'UE) mais celui-ci serait en revanche plus porteur en 2017 notamment grâce au rebond de la demande des économies émergentes. Ainsi, si la demande mondiale adressée à la France décélérerait à +2,7% en 2016 (après +3,9% en 2015), elle accélérerait ensuite à +3,6% en 2017.

Après trois années d'accélération et un très fort dynamisme en 2015 du fait de la dépréciation notable du change et des mesures de soutien à la compétitivité notamment, le commerce extérieur serait moins porteur mais resterait soutenu par les mesures de baisse du coût du travail ainsi que par la reprise progressive de la demande extérieure.

De son côté, la demande intérieure resterait vigoureuse, sous l'impulsion notamment de la demande des ménages. La consommation des ménages resterait en effet dynamique compte tenu de la progression de l'emploi marchand grâce à la reprise de l'activité et sous l'effet des mesures de politique économique (CICE, Pacte de responsabilité et de solidarité, prime à l'embauche dans les PME), mais également de la progression

des revenus de la propriété. La politique de modération fiscale à l'œuvre depuis 2014 et les mesures de baisse de l'impôt sur le revenu soutiendraient également le pouvoir d'achat des ménages. Au total, après un très net redressement amorcé en 2013, le pouvoir d'achat progresserait encore vivement en 2016 (+1.9%) et 2017 (+1.5%).

L'investissement des ménages dans la construction (+0.4% en 2016 puis 2.6% en 2017 après -0.8% en 2015) serait un facteur d'accélération progressive de l'activité. Il serait en particulier soutenu par l'élargissement du prêt à taux zéro. Du côté des entreprises, l'investissement hors construction (+4.9% en 2016 et +4.5% en 2017 après +3,7% en 2015) a progressé depuis 2012 et resterait à niveau élevé en 2017 sous l'effet des mesures de politique économique et de la restauration des marges des entreprises (32,0% en 2016 et 2017 après 31.4% en 2015).

Compte tenu de la poursuite de la baisse du prix du pétrole en début d'année, l'inflation -qui s'inscrit dans une baisse continue depuis 2012- serait quasi-nulle en 2016 (à +0.1%) et se redresserait progressivement en 2017 (+0.8%).

Enfin, l'emploi marchand serait tiré à la hausse par la reprise de l'activité et bénéficierait des politiques actives en faveur de l'emploi : la dynamique de créations d'emplois observée en 2015 s'est confirmée sur les premiers trimestres de l'année 2016 et devrait légèrement accélérer aux trimestres suivants. Au final, près de 120 000 emplois pourraient être créés en moyenne annuelle en 2016, soit la plus forte hausse observée depuis 2007. EN 2017, l'évolution de l'emploi salarié marchand accélérerait par rapport à 2016 (+160000 postes en moyenne annuelle). Le CICE et le Pacte de responsabilité et de solidarité participeraient significativement à cette progression marquée de l'emploi. La mise en place de la prime à l'embauche dans les PME permettrait quant à elle de créer 35 000 emplois en moyenne annuelle en 2016 et 60 000 de plus en 2017. Par ailleurs, grâce notamment aux contrats aidés annoncés pour le second semestre, l'emploi dans le secteur non marchand continuerait de progresser en 2016 avant de se stabiliser en 2017.

2. Réforme territoriale – Redressement des comptes publics

a) Les dotations de l'Etat

Le projet de loi de Finances 2017 (PLF 2017) repose sur le triptyque mis en avant par l'exécutif depuis 2014 :

- Baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) pour la quatrième année consécutive,
- Hausse de la péréquation verticale,
- Soutien à l'investissement communal.

Parmi ces mesures, et comme l'avait annoncé le chef de l'Etat en juin dernier, en clôture du 99ème congrès des Maires et des Présidents d'intercommunalité, la dernière tranche de baisse des dotations serait donc bien divisée par deux pour les communes et les EPCI avec une diminution de 1 milliard d'euros au lieu des 2,1 milliards initialement prévus. Les concours financiers de l'Etat s'établiraient à 63 milliards d'euros pour 2017, contre 65,3 milliards d'euros en 2016, soit une baisse de 3,5%.

Cela aura pour effet de freiner temporairement les effets lourds sur les collectivités dont les marges financières se sont dégradées depuis la baisse des dotations amorcées depuis 2014.

Ainsi, la baisse des dotations pour le bloc communal en 2017 sera de 2,6 milliards d'euros au lieu de 3,7 milliards, comme c'était le cas en 2015 et 2016. L'effort demandé aux collectivités territoriales représentera

environ 1,33% de leurs recettes réelles de fonctionnement en 2017 contre 1,59% en 2016. Pour le bloc communal qui pèse 56% des budgets locaux, l'effort sera divisé par deux à 0,97%. La répartition de l'effort au sein du bloc communal reste inchangée, selon la même clé que celle appliquée depuis 2014 soit 70 % pour les communes et 30% pour les EPCI.

La réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) annoncée en 2015 fera l'objet d'un texte de loi spécifique en 2017 pour une application en 2018.

b) Fonds de soutien à l'investissement

Pour pallier la baisse des projets d'investissement, le fonds de soutien à l'investissement local (FSIL) serait abondé de 200 millions d'euros, pour s'établir à 1,2 milliard d'euros (contre 1 milliard en 2016). A travers le bloc communal, le pouvoir exécutif espère relancer l'investissement public, l'un des moteurs essentiels de la croissance et de l'activité économique. Sur cette nouvelle enveloppe, 600 millions seront consacrés à de grandes priorités d'investissement dédiées à la réalisation de projets de rénovation thermique, de transition énergétique, de développement des énergies renouvelables, de logements, d'accessibilité des bâtiments et 600 millions pour les petites villes et la ruralité ciblant principalement les mises aux normes des équipements publics, le développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de l'accueil de populations nouvelles notamment en matière de construction de logements et d'équipements publics. La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) passerait à 1 milliard d'euros en 2017.

c) Dotations de solidarité rurale & urbaine – Dotation Nationale de Péréquation

Afin de soulager davantage les communes les plus pauvres, les dotations de solidarité rurale (DSR) et urbaine (DSU) gagneraient respectivement 180 millions d'euros tandis que la dotation nationale de péréquation (DNP) serait maintenue à son niveau de 2016. Cependant, il est prévu la refonte de la DSU et les modifications seraient applicables dès 2017, comme suit :

- L'éligibilité de la DSU serait réservée aux deux premiers tiers des communes de plus de 10 000 habitants contre les trois quarts aujourd'hui (soit 668 communes au lieu de 751) excluant donc du bénéfice une partie des communes.
- La hausse de 180 millions d'euros sera répartie entre les 668 communes au lieu des 250 premières comme actuellement.
- Les critères d'attribution sont rénovés afin de mieux tenir compte du revenu moyen des habitants. Ce critère pèserait 25% contre 10% actuellement tandis que le potentiel fiscal serait ramené à 30%, contre 45% aujourd'hui.

d) Fonds de compensation pour la valeur ajoutée

Le montant inscrit en loi de finances s'élève à 5,524 milliards d'euros, contre 6,047 milliards l'an dernier. Cette baisse de 9% traduit la réduction de 25% de l'investissement des communes et de leurs groupements entre 2014 et 2015. La réforme de la gestion du FCTVA annoncée en juin ne sera pas opérationnelle début 2017.

e) Fonds Péréquation des Ressources Intercommunales & Communales

Le Gouvernement n'a pas modifié les conditions de majorité requises pour les différentes répartitions dérogatoires du prélèvement et du reversement. Cependant, compte tenu des fusions d'EPCI à venir, le texte

propose de nouvelles modalités de répartition de la garantie du reversement du FPIC. Enfin, le texte tente de régler certaines situations constatées localement, lorsque des communes riches se trouvent dans des EPCI pauvres et en tirent un effet d'aubaine en bénéficiant d'un reversement.

En 2017, les ressources du fonds sont fixées à 1 milliard d'euros (comme en 2016). Ce ne sera qu'à compter de 2018 que les ressources du fonds seront fixées à 2% des recettes fiscales des communes et de leurs groupements (environ 1,2 milliard d'euros).

Les mécanismes de sortie du reversement du FPIC ont été modifiés afin de prendre en compte les nombres massifs de fusions qui auront lieu en 2017. En 2017, les ensembles intercommunaux et les communes isolées qui cessent d'être éligibles au reversement du FPIC ou qui ont perçu une garantie en 2016 et qui restent inéligibles en 2017 perçoivent, à titre de garantie, une attribution égale à 90% en 2017, 75% en 2018 puis 50% en 2019 du reversement perçu par l'ensemble intercommunal en 2016.

f) Autres mesures

Le PLF pour 2017 acte également l'instauration de la mesure phare du gouvernement : le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Ce dispositif prévoit la collecte de l'impôt sur le revenu par l'employeur au moment du versement du salaire et non plus un an après.

Par ailleurs, un compromis a été trouvé entre les députés qui souhaitent supprimer la revalorisation des valeurs locatives en 2017 - « afin de modérer la hausse des impôts locaux » - et ceux qui réclamaient une revalorisation de 0,8% (basée sur l'inflation prévue). Les valeurs locatives devraient donc être revalorisées de 0,4% (basée sur l'inflation constatée sur un an) en 2017. Le PLF 2017 prévoit, en outre, de modifier les règles du régime d'imposition des indemnités de fonction des élus locaux. Il supprimerait en effet la retenue à la source spécifique des indemnités de fonction pour les soumettre aux règles de droit commun des indemnités soumises à l'impôt sur le revenu.

g) L'objectif non prescriptif d'évolution de la dépense publique locale (ODEDEL)

En parallèle de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, l'objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL), créé dans la loi de programmation de décembre 2014, a été renforcé à partir de 2016. Après avoir été respecté en 2014 et en 2015, l'ODEDEL pour 2016 a été abaissé en loi de finances initiale par rapport au niveau fixé dans la loi de programmation des finances publiques, afin notamment de tenir compte des effets favorables sur la dépense locale d'un environnement de faible inflation. Sa progression a ainsi été fixée à 1,2% sur le périmètre des dépenses locales, et de 1.6% sur celui des dépenses de fonctionnement seules. Par ailleurs, la déclinaison de l'ODEDEL par niveau de collectivités à partir de 2016 renforce son caractère incitatif en fournissant aux collectivités un élément de comparaison permettant d'apprécier leur situation particulière.

Pour 2017, l'ODEDEL est fixé à 2,0% pour l'ensemble des dépenses et 1,7% pour les dépenses de fonctionnement et 3% pour l'investissement. Comme en 2016, une déclinaison de cet objectif par catégorie de collectivités a été présentée au Comité des finances locales en amont du dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale, conformément à l'article 11 de la LFPF.

L'ODEDEL

L'objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL) est un outil de pilotage indicatif de la dépense locale. Il a été créé par l'article 11 de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour la période 2014-2019. Il y est disposé que « les collectivités territoriales contribuent à l'effort de redressement des finances publique locale, exprimé en pourcentage d'évolution annuelle et à périmètre constant ». L'ODEDEL reste purement indicatif et sans valeur contraignante. Les LPFP ne sont pas de nature budgétaire et les normes de dépenses qu'elles contiennent ne sauraient définir des enveloppes limitatives de crédits ; en pratique un objectif global de dépense publique locale ne saurait être valablement opposé à une collectivité compte tenu du principe de libre administration, principe de rang constitutionnel, qui s'impose au législateur et à toutes les autorités administratives (article 72 de la constitution).

II. EVOLUTION DE L'INTERCOMMUNALITE

A. Contexte de l'intercommunalité sur le territoire

1. Le Schéma départemental de coopération intercommunale

La loi 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite "Loi NOTRe", a modifié le calendrier et les conditions de la révision du SDCI (cf. article L5210-1-1 du code général des collectivités territoriales).

Les derniers schémas départementaux arrêtés, n'ont pas apporté de modification au territoire de la Communauté de communes « Enclave des Papes-Pays de Grignan ».

2. Loi NOTRe

La Loi n° 2015-991 du 7 Août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République constitue un texte majeur dans le renforcement des compétences de l'intercommunalité et dans l'évolution des relations juridiques, financières et organisationnelles à l'égard de ses communes membres. Ce texte renforce l'intégration des Communautés de Communes en attribuant de nouvelles compétences obligatoires et en étendant la liste de leurs compétences optionnelles.

Le planning des transferts de compétences obligatoires peut se résumer ainsi :

1^{er} Janvier 2017 - Promotion du tourisme, collecte et traitement des déchets, accueil des gens du voyage.

1^{er} janvier 2018 – Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

1^{er} Janvier 2020 – Eau et Assainissement (collectif et pluvial). Il est d'ailleurs à noter que le SDCI-VAUCLUSE propose la dissolution du Syndicat RIVAVI à échéance 2020.

Ainsi, dans le cadre des compétences obligatoires des communautés de communes, à compter du 1^{er} Janvier 2017, seules ont des effets réels les missions en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme », rattachées à la compétence « développement économique ».

3. Transfert de compétence Electrification Rurale au Syndicat d'Electrification 84

Par arrêté préfectoral du 23 Juin 2016 portant extension du périmètre du Syndicat Mixte d'Electrification Vauclusien, la compétence Electrification Rurale exercée sur le territoire des communes de Grillon, Richerenches et Visan est transférée au Syndicat d'Electrification Vauclusien, à compter de cette date. La commune de Valréas ne devrait intégrer ce syndicat qu'à compter de 2018.

4. Schéma de mutualisation – Commission Mutualisation

L'article L.5211-39-1 du CGCT met à la charge de chaque structure intercommunale à fiscalité propre l'élaboration et l'adoption d'un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Le projet de schéma de mutualisation, approuvé par délibération du conseil communautaire, prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs et les dépenses de fonctionnement de la Communauté de Communes et des Communes membres.

Chaque année, normalement à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, l'avancement du schéma de mutualisation doit faire l'objet d'une communication du Président au conseil communautaire.

a) Contenu du schéma de mutualisation

- Etat des lieux des ressources humaines et des dépenses de fonctionnement du territoire (Communes + Communauté de Communes), réparties par domaines de métier
- Etat des lieux des mutualisations existantes au sein du territoire de la Communauté de Communes, entre la Communauté de Communes et les Communes, entre les Communes
- Vision prospective des mutualisations pouvant être mises en œuvre, qui doit se caractériser comme un projet de territoire :
 - recensement des ressources mobilisables – humaines et matérielles
 - recensement des besoins exprimés
 - orientations à court et moyen terme
 - Estimation de l'impact financier.

b) Situation actuelle

Après une concertation étroite avec les communes au cours de l'été 2016, les demandes et propositions formulées font ressortir une nécessaire adhésion « à la carte » sur quatre leviers principaux :

- Les ressources humaines,
- Les achats,
- Les services,
- Le matériel et équipements.

A ce jour, seul le service mutualisé d'instruction du droit du sol ADS est en place. Il concerne 15 communes en 2017 (contre 11 en 2016). Pour l'exercice 2017, le recrutement d'un agent est nécessaire pour répondre aux besoins du service eu égard à l'adhésion quatre communes en 2017 et notamment l'apport significatif des dossiers de Valréas. Au regard des dispositions tarifaires arrêtées pour 2017, le coût à l'acte devrait être de l'ordre de 20 % moins élevé qu'en 2016.

c) Evolution prévisionnelle 2017

Courant de l'année, et au vue des retours, à ce jour en cours de finalisation, la mise en place de groupements de commande est étudié (hydrocarbures, fournitures scolaires, voiries, restauration scolaire). Par ailleurs, la mutualisation de services paraît envisageable dans l'immédiat sur les postes maintenance informatique et logiciels et éventuellement archivage.

Un meilleur partage de la maintenance et de l'harmonisation des logiciels devrait permettre une économie des coûts mais également une contribution plus efficace des services dans leurs échanges techniques et humains si nécessaires.

Sur le plan des ressources humaines, un état des lieux du territoire est en cours d'élaboration afin d'établir une cartographie du personnel et un tableau des effectifs en place sur le territoire. Ce document permettra normalement de pouvoir répondre à des situations à ce jour insuffisamment ou pas exploitées, par exemple :

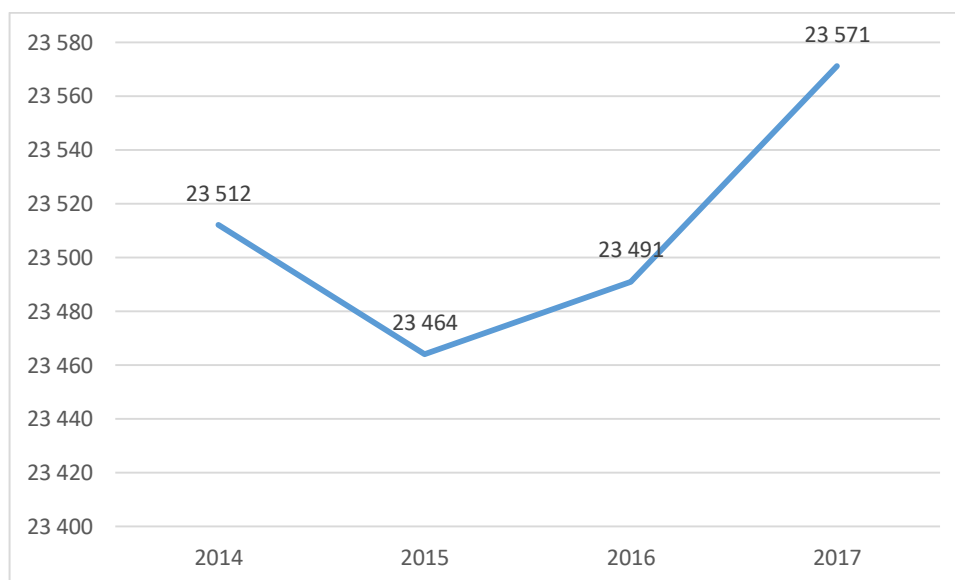
- absences non programmées de secrétariat,
- besoins urgents intervenant pendant les congés,
- compétences susceptibles d'être partagées,
- repérages de compétences techniques particulières.

A noter pour 2017 une demande des Préfets portant sur la mise en place d'un Plan de Sauvegarde Intercommunal mutualisé.

La mutualisation ressort comme l'un des outils essentiels qui permettrait à l'échelle d'un territoire de réaliser des économies, limitant l'impact des baisses de dotations de l'Etat et donnant à la population du territoire une meilleure image des institutions, garantissant un service amélioré pour un coût moins élevé autant que faire se peut.

B. La population du territoire

Pour mémoire, la population à prendre en compte est la population légale, telle qu'issue du dernier recensement effectué par l'INSEE.



Après une baisse de 0,2 % entre 2014 et 2015, la courbe de la population remonte légèrement de 0,12 % sur l'année (Population Légale 2014 retenus par l'INSEE pour le calcul de la population au 01/01/2017).

EVOLUTION DE POPULATION PAR COMMUNE ENTRE 2014 ET 2017 (source insee)

Nombre d'habitants	2014	2015	2016	2017	Evolution des habitants 2014/2017
Chamaret	564	569	574	577	13
Chantemerle-lès-Grignan	237	246	255	256	19
Colonzelle	496	498	502	517	21
Grignan	1 668	1 660	1 634	1 605	-63
Grillon	1 758	1 773	1 788	1 804	46
Le Pègue	406	394	385	376	-30
Montbrison-sur-Lez	319	317	311	307	-12
Montjoyer	265	257	264	269	4
Montségur sur Lauzon	1 231	1 254	1 280	1 305	74
Réauville	386	390	393	390	4
Richerenches	762	750	740	729	-33
Roussas	371	377	378	379	8
Rousset-les-Vignes	298	292	296	301	3
Saint-Pantaléon-les-Vignes	434	434	443	451	17
Salles-sous-Bois	196	192	181	180	-16
Taulignan	1 654	1 688	1 723	1 740	86
Valaurie	563	592	589	596	33
Valréas	9 949	9 822	9 798	9 797	-152
Visan	1 955	1 959	1 957	1 992	37
Total	23 512	23 464	23 491	23 571	59

C. Eléments d'analyses financières

1. La capacité d'autofinancement

	2014	2015	2016
FONCTIONNEMENT			
Recettes	10 920 721	11 964 080	11 578 094
Dépenses	11 663 358	11 614 821	11 350 324
Résultat de l'exercice	-742 637	349 259	227 770
Excédent antérieur reporté	1 555 951	660 038	829 269
Trésorerie	813 314	1 009 297	1 057 039
INVESTISSEMENT			
Recettes	5 413 693	1 679 369	1 315 526
Dépenses	4 822 528	2 174 481	1 321 983
Résultat de l'exercice	591 165	-495 112	-6 457
Excédent antérieur reporté	133 666	724 832	229 720
Trésorerie	724 831	229 720	223 263
TRESORERIE DISPONIBLE	1 538 145	1 239 017	1 280 302
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			
Résultat	-742 637	349 259	227 770
+Amortissement (Solde)	151 747	289 315	297 756
+Provisions (Solde)	0	310 106	85 737
-Remboursement K emprunts	171 624	271 374	238 525
CAF NETTE	-762 514	677 306	372 738

2. Etat de la dette

Le positionnement des emprunts de la CCEPPG selon la charte de bonne conduite (Rapport GLISSER) est constant : tous figurent en classe de risque 1A (risque faible) / Indices zone Euros à taux fixe ou taux variable standard.

Aucun emprunt n'a été souscrit en 2016. Le capital restant dû au 1^{er} Janvier 2017, tous budgets confondus, s'élève à **4.157.339,59 €** répartis entre le budget général pour 3.976.934,86 € et le budget annexe REOM pour 180.404,73 €. La CCEPPG dispose à ce jour de 5 emprunts. L'intégralité des emprunts de la CCEPPG est à taux fixe. Ceci représente une part par habitant de 176,37 €.

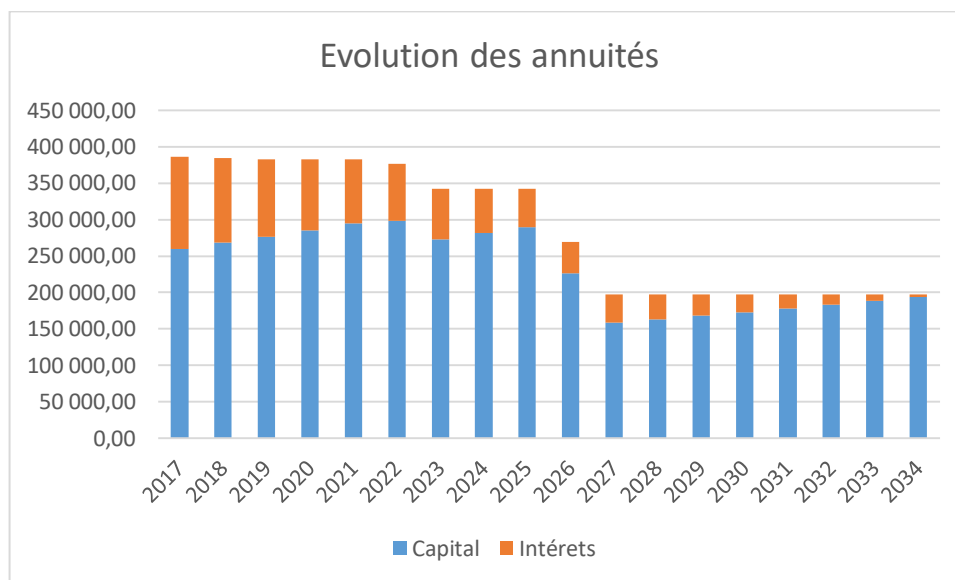
Du fait du transfert de la compétence Electrification Rurale prescrit par arrêté Préfectoral en date du 23 Juin 2016, les emprunts liés à celle-ci sont transférés de droit au Syndicat d'Electrification du Vaucluse à compter de cette date. Le contrat d'emprunt globalisé réalisé en 2014 portant tant sur la Cité du Végétal que sur les programmes d'électrification (EP & ER) 2010-2013 fera l'objet d'une prise en charge de l'annuité correspondante à la quote part relevant de l'électrification rurale transférée au SEV et non d'un transfert de contrat. A la date du 1^{er} Juillet 2016, le CRD pris en charge par le SEV s'élève à 423.282,71 €.

Pour l'année 2017, dans l'hypothèse où la collectivité n'a pas de recours à un emprunt nouveau, l'annuité d'emprunt ressort à **388.302,69 €** tous budgets confondus.

Il faut toutefois souligner, que cette annuité comprend également les emprunts contractés dans le cadre des opérations sous mandat, annuités qui sont intégralement remboursées à la communauté de communes par les collectivités ayant bénéficié de ces opérations, et l'emprunt globalisé dont la partie électrification rurale (représentant un CRD au 1er Janvier 2017 de 369.277,37 €) sera prise en charge par le SEV.

Ceci ramène, neutralisation faite de ces opérations, le CRD au 01/01/2017 à 3.788.062,23 € soit 160.70 €/habitant. Parallèlement, le capital de la dette restante représente 6,2 années de capacité d'autofinancement brute.

Au titre de l'année 2016, la charge de la dette absorbe 40 % de la capacité d'autofinancement brute.



3. Etude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement pour toute opération exceptionnelle d'investissement

L'article L.1611-9 du CGCT prévoit que pour toute opération exceptionnelle d'investissement dont le montant est supérieur à seuil fixé par décret (article D 1611-35 du CGCT), en fonction de la catégorie et de la population de l'EPCI, une étude relative à l'impact pluriannuel de cette opération sur les dépenses de fonctionnement soit présentée.

Cette étude d'impact est jointe à la présentation du projet d'opération exceptionnelle d'investissement à l'assemblée délibérante, qui peut intervenir à l'occasion soit :

- du débat d'orientation budgétaire,
- du vote d'une décision budgétaire ou d'une demande de financement.

Cette étude pour tous les dossiers devant générer des coûts de fonctionnement sera jointe lors du vote d'une décision budgétaire ou d'une demande de financement.

III. ORIENTATIONS DU BUDGET PRIMITIF 2017

De manière globale, les perspectives financières, à l'horizon 2020, nous astreignent à être mesurés sur l'évolution de nos dépenses et en particulier en section de fonctionnement.

A ce titre, il convient de maintenir les engagements présentés en Juillet 2016 à savoir :

1. Conforter les marges de manœuvre sur le mandat,
2. Garantir les équilibres financiers,
3. Poursuivre une politique d'investissements adaptée pour le territoire.

Le bureau a priorisé les domaines et actions d'intervention durant la mandature et particulièrement au titre de 2017 :

- L'action économique et notamment la réhabilitation du site « Germain Aubert »,
- Action sociale et notamment la construction de l'épicerie sociale,
- L'aménagement du territoire avec le déploiement du Haut Débit (envisagé à l'échéance 2018),
- Le développement de l'attrait touristique du territoire,
- La mutualisation.

A. Le contexte budgétaire 2016

Le Budget Primitif a été réglé par arrêté préfectoral en date du 20 Juin 2016 sur avis de la Chambre Régionale des Comptes, avec maintien des taux d'imposition 2015 pour les impôts ménages et pour la TEOM.

Dans le dernier trimestre 2015, comme le prévoyait la Loi, le Conseil Communautaire a été amené à se prononcer d'une part, sur la conservation ou restitution de compétences facultatives et, d'autre part, sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles, pour une prise d'effet au 1^{er} Janvier 2016.

Pour mémoire :

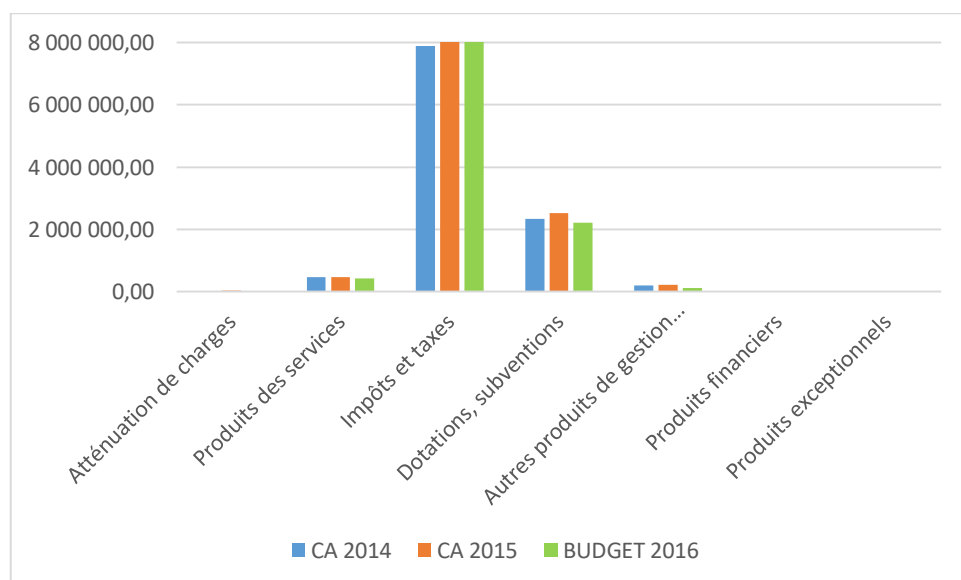
- Délibération n°2015-112 – Compétences optionnelles – Action sociale – Modification de l'intérêt communautaire – Actions de solidarité : Intégration de la commune de Montségur sur Lauzon pour l'aide alimentaire,
- Délibération n° 2015-113 – Compétences facultatives – Electrification rurale / Eclairage public – Décision de conservation de la compétence entraînant l'exercice de celle-ci sur l'ensemble du territoire,
- Délibération n° 2015-114 – Compétences facultatives - Fourrière animale intercommunale – Décision de conservation de la compétence entraînant l'exercice de celle-ci sur l'ensemble du territoire,
- Délibération n° 2015-115 – Compétences facultatives – Opération sous mandat et coopération avec d'autres EPCI - Décision de conservation de la compétence entraînant l'exercice de celle-ci sur l'ensemble du territoire,
- Délibération n° 2015-134 – Compétences obligatoires – Aménagement de l'Espace - Définition intérêt communautaire,
- Délibération n° 2015-135 – Compétences obligatoires – Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté – Définition intérêt communautaire : Porte notamment sur les zones d'activités (Création, gestion, aménagement, promotion,...),
- Délibération n° 2015-136 – Compétences optionnelles – Politique du logement et du cadre de vie – Définition intérêt communautaire : réalisation d'une étude sur le logement et l'habitat.

Le budget communautaire 2016 n'a financièrement supporté que :

- Actions de solidarité : Montségur sur Lauzon : prise en charge des bénéficiaires à l'aide alimentaire,
- Fourrière animale intercommunale : modification de la subvention à la SPA DE L'ENCLAVE suite au rattachement de communes drômoises à cet établissement ; les cotisations au SICEC, organisme intervenant sur une autre partie du territoire ne nous ayant pas été adressées.
- Gestion des zones d'activités : prise en charge du revêtement routier partiel de la zone du Clavon à Valaurie.

La CLECT n'ayant pu se réunir courant 2016, celle-ci devra se positionner à ce sujet début 2017 afin de déterminer le montant des charges transférées et ainsi permettre une prise en charge complète de ces compétences sur ce nouvel exercice.

B. Budget principal – Recettes de fonctionnement



1. La Fiscalité

La fiscalité locale représente près de 73 % des recettes de fonctionnement. Il est envisagé de maintenir la fiscalité 2016, arrêtée par Monsieur le Préfet de Vaucluse sur proposition de la Chambre Régionale des Comptes. Le projet de Loi de Finances 2017 prévoit une revalorisation des bases brutes à 0,4 % contre 1 % en 2016.

		TH	TFb	TFnb	CFE
BASES	2014	34 378 595	26 195 527	1 627 175	4 887 585
	2015	36 195 413	26 909 365	1 629 908	4 993 880
	2016	35 536 682	27 434 051	1 639 075	5 061 128
Evolution de bases	2015/2014	5.28%	2.73%	0.17%	2.17%
	2016/2015	-1.82%	1.95%	0.56%	1.35%

Evolution des taux depuis 2014

	Taux moyens pondérés	2014	2015	2016
TH	8,47	7,47	8,47	8,47
TFB	0,464	0	0,464	0,464
TFNB	3,46	3,05	3,46	3,46
CFE	29.51	29.51	29.51	29.51
TEOM *		7,04 % / 13%	7,40 % / 13 %	7,40 % / 13 %

* La TEOM ne concerne qu'une partie du territoire : *Grignan*, Grillon, Richerenches, Valréas, Visan.

2. Les dotations de l'Etat – la Dotation Globale de Fonctionnement

La DGF des EPCI comprend la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation.

Dans le cadre du pacte de responsabilité mis en place par l'Etat avec les collectivités locales, celle-ci diminue fortement. Pour autant, en 2017 il a été annoncé la réduction de moitié de la contribution au redressement des comptes publics.

	2014	2015	2016
Dotations d'intercommunalité notifiées	529 970 €	411 287 €	269 711 €
Dotations de compensation	1 438 997 €	1 407 592 €	1 380 354 €
D.G.F.	1 968 967 €	1 818 879 €	1 650 065 €
Dotations d'intercommunalité par habitant	21.18 €	16.46 €	10.75 €
Evolution	en %	-2.18%	-1.94%
	en €	-150 088 €	-168 814 €

La contribution au redressement des finances publiques a représenté 46.472 € au titre de 2014, 118.010 € pour 2015 et 113.965 € pour 2016.

Les recettes provenant des dotations de l'Etat représente environ 14% des recettes de la collectivité.

A ce stade et en attente de notification officielle, l'inscription prévisionnelle 2017 sera faite à hauteur de 1.500.000 €.

3. Les produits des services

Outre les impôts, taxes, subventions et concours de l'Etat ou d'autres organismes, la Communauté de Communes dispose d'autres recettes :

- Les produits du domaine (loyers sur les biens du domaine privé, notamment) : ces derniers sont essentiellement perçus par le budget de développement économique.
- Participation des communes au service ADS.
- Les revenus des services publics locaux ou tarifs (inscriptions crèche, facturation déchets, ...).

En 2017, il convient de prendre en compte la période transitoire dans la location du bâtiment industriel (arrêté de la société ATELIER SYSTEME) dans l'attente de l'arrivée de nouvelles entreprises au mieux fin 2017. Les tarifs pratiqués au sein de la Cité du Végétal sont maintenus en précisant que la PEEV bénéficie d'un moratoire de 3 ans à compter du 1^{er} Juillet 2016. Par la suite le loyer s'élèverait à 42 € du m² soit 24.168 €/an.

Les tarifs appliqués sur les pôles enfance (ALSH), environnement (accès déchèterie artisans) sont identiques à ceux de 2016. En revanche la contribution au service ADS est modifiée à compter du 1^{er} Janvier 2017 du fait des extensions du périmètre et des missions du service ce qui représente une baisse de 22,3%.

Enfin, la participation pour mise à disposition de personnel au Syndicat RIVAVI est maintenue sur 2017.

4. Synthèse des produits fiscaux et reversements

Le produit de fiscalité perçu en 2016, d'un montant de 8.136.305 € a été soumis à des prélèvements d'Etat pour 227.914 € avec les reversements au titre du FNGIR et au titre du FPIC.

Le tableau ci-dessous permet d'appréhender les produits fiscaux (à pouvoir de taux et sans pouvoir de taux) perçus par la Communauté de Communes, les reversements au profit de l'Etat au titre de la péréquation ainsi que le montant de l'attribution de compensation, reversé aux communes du territoire.

Imputations			TAXES	2014	2015	2016
fiscalité vote taux	73111	TH / TFB / TFNB / CFE		3 888 158	4 720 803	4 687 419
	7331	TEOM GRIGNAN / ENCLAVE		1 969 140	2 049 388	2 112 295
fiscalité notifiée	73112	CVAE		866 599	773 190	772 981
	73114	IFER		369 287	242 306	246 914
	73113	TASCOM		300 782	321 698	316 696
Total recettes fiscales				7 393 966	8 107 385	8 136 305
reversements	73921	ATTRIBUTION COMPENSATION		-6 095 607	-5 724 577	- 5 724 577
	73923	FNGIR		-190 052	-236 087	-190 052
	73925	FPIC		6 638	-29 960	-37 862
	73918	Autres reversements (dégrèvements)		-7 832		-1 007
Total reversements				-6 286 853	-5 990 624	- 5 953 498

a) L'attribution de compensation

Pour mémoire, ce dispositif de reversement au profit des communes membres est destiné à neutraliser le coût des transferts de compétence :

- C'est une dépense obligatoire des communautés ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU)
- Elle correspond schématiquement à la différence entre le produit de la FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU (2014 pour les communes de la CCPG et 2008 pour les communes de la CCEP), et le montant des charges des compétences transférées.
- Elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges.

La Communauté de Communes a, par délibération du conseil communautaire du 20 Octobre 2015 suite au transfert de la compétence enfance jeunesse, arrêté le montant reversé définitivement au titre de 2015 à 5.724.577 €.

La CLECT n'a pu se réunir courant 2016 pour arrêter le montant des transferts de charges liés aux mesures délibérées le 27 Novembre 2015, applicables au 1^{er} Janvier 2016, à savoir, la conservation et de fait l'extension de l'exercice des compétences fourrière animale, action sociale d'intérêt communautaire, électrification rurale et éclairage public sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, dans le cadre de la Loi NOTRe ont été transférées au 1^{er} Janvier 2017, les compétences Zones d'activités économiques et développement économique et promotion du tourisme et création d'office de tourisme.

La CLECT se réunira courant 1^{er} trimestre 2017 afin d'arrêter le montant des charges transférées. Dans l'intervalle la délibération du 27 Novembre 2015 est applicable et prévoit une ventilation des AC comme ci-après :

COMMUNES	AC 2016 DEFINITIVES	VERSEMENT MENSUEL
CHAMARET	82 817	6 901.42
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	79 543	6 628.58
COLONZELLE	72 597	6 049.75
GRIGNAN	466 112	38 842.67
GRILLON	349 703	29 141.92
LE PEGUE	37 632	3 136.00
MONTBRISON SUR LEZ	40 932	3 411.00
MONTJOYER	95 067	7 922.25
MONTSEGUR SUR LAUZON	222 413	18 534.42
REAUVILLE	73 411	6 117.58
RICHERENCHES	9 555	796.25
ROUSSAS	174 830	14 569.17
ROUSSET LES VIGNES	40 264	3 355.33
SAINT PANTALEON LES VIGNES	79 129	6 594.08
SALLES SOUS BOIS	35 523	2 960.25
TAULIGNAN	346 260	28 855.00
VALAURIE	217 662	18 138.50
VALREAS	3 260 376	271 698.00

VISAN	40 751	3 395.92
TOTAL	5 724 577	477 048.09

La Loi de Finances 2017 a apporté deux assouplissements dans le processus de détermination :

- La CLECT a désormais 9 mois pour fixer l'attribution de compensation en fonction de l'évaluation du coût des charges transférées. A défaut, le Préfet procède à l'évaluation.
- En cas de changement de périmètre d'un EPCI, la révision de l'attribution de compensation peut s'appliquer sur les deux premières années (contre une actuellement) selon deux modalités :
 - 1- L'EPCI procède à une révision libre si la commune donne son accord,
 - 2- L'EPCI vote à la majorité des deux tiers une révision de l'attribution de compensation dans la limite de 30 % du montant de l'AC initiale représentant au plus 5% des recettes réelles de fonctionnement de la commune.

b) L'évolution du FPIC

En 2017, le FPIC aurait dû progresser de 150 millions d'euros représentant 2% des recettes réelles de fonctionnement des collectivités. Mais pour 2017, l'enveloppe du FPIC sera gelée, notamment dans l'attente d'une meilleure visibilité sur l'évolution de la carte intercommunale et dans une volonté de marquer une pause pour accompagner la poursuite de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP). En 2016, le territoire a été contributeur à hauteur de 192.617 € € répartis entre les communes membres (154.755 €) et l'EPCI (37.862 €), la méthode de droit commun ayant été retenue.

Le montant attribué en 2017 devrait être équivalent à celui versé en 2016.

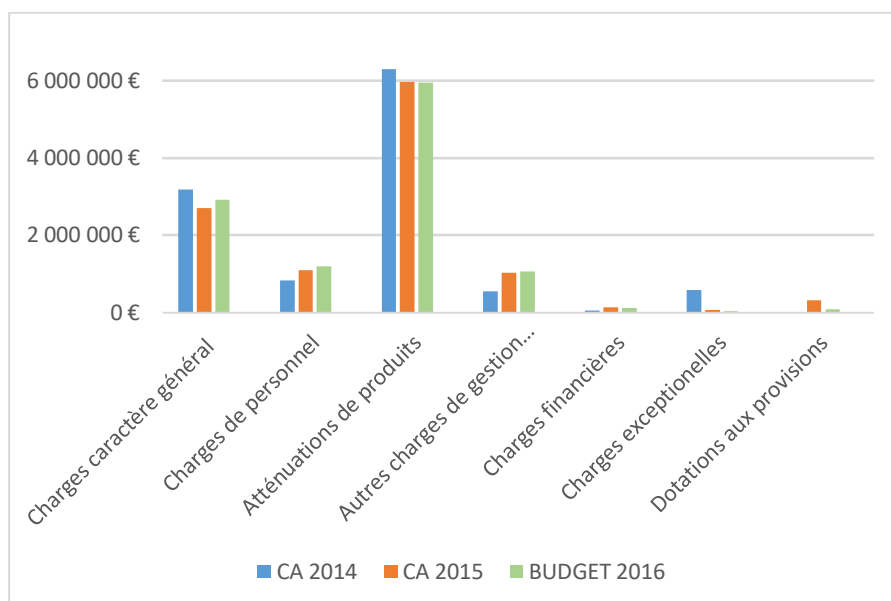
La Loi de finances 2017 prévoit effectivement une pause sur le mécanisme de prélèvement pour le FPIC afin de soulager les communes et ensemble intercommunaux contributeurs.

Année	FPIC		
	Solde	Prélèvement	reversement
2014	6 638	9 718	16 356
2015	-29 960	29 960	0
2016	-37 862	37 862	0
2017	-37 862	37 862	0

c) Le FNGIR

Pour compenser les effets de la suppression de la taxe professionnelle, a été mis en place un fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales (FNGIR). Ce fond est l'un des mécanismes de redistribution horizontale des ressources. **Cette dotation est figée pour 2017 et représente 190.052 €.**

C. Budget principal - Dépenses réelles de fonctionnement



1. Structure et évolution des dépenses de personnel

En préambule, il est rappelé que d'une part les transferts de compétences ont pu entraîner celui des personnels en poste à la date du transfert et que, d'autre part, l'extension ou la modification des missions exercées en direct par la CCEPPG ont également eu des conséquences sur la structure des dépenses de personnel.

a) Structure des effectifs

Statut	2014	2015	2016	Répartition	2017
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	17	21	20	64.52%	23
Agents contractuels permanents	0	1	1	3.23%	2
Agents contractuels non permanents	9	5	4	12.90%	1
Agent de droit Privé		2	6	19.35%	7
TOTAL	26	29	31		33

La structure détaillée pour 2016 par la filière est la suivante :

Filières professionnelles	Fonctionnaires /Stagiaires	Agents contractuels permanents	TOTAL
Administrative	12		12
Technique	5		5
Sociale		1	1
Animation	3		3
TOTAL	20	1	21

S'agissant des agents de droit privé, la répartition s'effectue de la manière suivante :

	2016	2017
CAE CUI	2	1
CAVENIR	4	6
Apprentissage		
CDI		
TOTAL	6	7

b) Evolution et exécution des dépenses de personnel

Masse salariale	Charges de personnel			Remboursement sur rémunération du personnel			Coût effectif du personnel		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Administration générale	410 916.09	471 525.09	472 546.06	791.95	11 296.11	46 836.76	410 124.14	460 228.98	425 709.30
Développement économique	72 191.40	86 407.51	90 289.26				72 191.40	86 407.51	90 289.26
Environnement	155 257.77	173 516.46	226 949.40		14 939.21	41 863.81	155 257.77	158 577.25	185 085.59
Social	107 786.04	279 478.85	282 858.19		9 743.98	15 783.39	107 786.04	269 734.87	267 074.80
Aménagement du territoire	36 383.87	71 520.01	81 913.11			11 000.00	36 383.87	71 520.01	70 913.11
Divers (AIST, Assurance...)	47 403.42	18 935.78	35 586.82				47 403.42	18 935.78	35 586.82
TOTAL GENERAL	829 938.59	1 101 383.70	1 190 142.84	791.95	35 979.30	115 483.96	829 146.64	1 065 404.40	1 074 658.88
Ecart n/-1		271 445.11	88 759.14		35 187.35	79 504.66		236 257.76	9 254.48
% n/n-1		32.71%	8.06%		4443.13%	220.97%		28.49%	0.87%

Il est précisé que certains postes font l'objet d'une prise en charge partielle sur des budgets annexes ou par des structures extérieures (RIVAVI, BA REOM, ...) ainsi qu'au travers des attributions de compensation.

Au titre de l'année 2016, la répartition des dépenses de personnel (chapitre de dépenses 012) est la suivante :

2016	BUDGET	Réalisé
Traitements indiciaires BRUT (64111)	663 844.00	650 264.10
dont Régimes indemnitaires	174 000.00	174 470.26
dont Bonifications indiciaires	12 300.00	12 297.03
Autres rémunérations & traitement BRUT	173 049.00	183 356.27
dont emplois aidés	74 364.00	75 979.58
dont Régimes indemnitaires	4 000.00	4 923.60
Supplément familial de traitement (64112)	4 190.00	4 187.17
Avantage en nature	15 300.00	15 228.57
Ticket restaurant	6 200.00	5 298.34
TOTAL	862 583.00	858 334.45

L'avantage en nature correspond au contrat de prévoyance «garantie maintien de salaire » dont la prise en charge mensuelle par la collectivité est à hauteur de 90 € par agent.

Dans le cadre de l'extension des activités de la Communauté de Communes, il est prévu la création de postes en 2017, comme suit :

Pôles	ETP 2016	ETP 2017	Motif	COÛT ANNUEL
Administration	7.8	8.8	Création d'un poste de secrétaire polyvalente (contrat aidé) compte tenu de la réorganisation des services (départ du DGS, surcharge de certains agents)	4 992.00
Environnement	6.92	6.8	Réorganisation du service suite au départ en retraite d'un agent	
Social	8.08	8.62	RAM Valréas -Transfert au 01/01/2017 de l'agent.	22 683.00
Aménagement du territoire	2	3	Confortation du service par le recrutement d'un agent instructeur	38 300.00
TOTAL	24.8	27.22		65 975.00

Commentaires : Le coût annuel du poste tient compte des prises en charge financières des contrats aidés et des participations

A ces états, il convient d'ajouter l'impact 2017 des dispositifs légaux liés aux mesures catégorielles telles que PPCR, RIFSSSEP, augmentation du point d'indice à 0,6% en février 2017, au « Glissement Vieillesse Technicité » (GVT) issu du déroulement de carrière des agents, au relèvement des taux de cotisation (CNRACL, IRCANTEC, GMS,...),

Par ailleurs, il paraît opportun de prendre en considération les évolutions des agents liées à la réussite de concours ou examen professionnel.

Ainsi, ces mesures pourraient amener à une légère évolution de la masse salariale

	2014	2015	2016 - Budget	Prévision 2017
Charges personnel	829 938.59	1 101 383.70	1 190 800.00	1 264 900.00
Atténuation de charges	791.95	35 979.30	80 072.00	105 400.00
Charges nettes de personnel	829 146.64	1 065 404.40	1 110 728.00	1 159 500.00
Evolution en €		236 257.76	45 323.60	48 772.00
Evolution en %		28.49%	4.25%	4.39%

c) Montant annuel du régime indemnitaire

ANNEE	Nombre agents	MONTANT	Delta	OBSERVATIONS
2014	17	160 643.61		
2015	21	188 027.10	27 383.49	dont 7.892 € (intégration des agents de la crèche)
2016	20	178 922.82	-9 104.28	Démission d'agent et absence d'agent
TOTAL		527 593.53	18 279.21	Les variations s'expliquent également par l'entrée d'agent en cours d'année.
Moyenne annuelle		175 864.51	6 093.07	

d) Evolution du temps de travail

Le temps de travail est de 1607 h par an pour un agent à temps complet (35 h hebdomadaires).

Pour 2016, le nombre total d'heures payées représente 52.258,47 heures, dont 280,50 heures supplémentaires.

e) Actions sociales

La collectivité est adhérente au Comité National d'Actions Sociales (CNAS) qui propose aux agents de la collectivité un large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction, ...) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes. Au titre de 2016, la cotisation a représenté 7.216,94 €. **Pour le budget 2017, compte tenu du nouveau mode de calcul (par actif et non par plancher-plafond), le montant de la cotisation au sein du budget général de la collectivité s'élève à 6.810 €.**

Le Conseil Communautaire dans sa séance du 22 Juillet 2014, a autorisé la mise en place des Tickets Restaurant dans la collectivité. Il est donc attribué un forfait de 10 titres par mois pour une valeur de 8,00 € limité à 120 tickets par agent avec une participation de la Communauté à hauteur de 50 % de la valeur nominale du titre. Ce dispositif, mis en œuvre en Octobre 2016 représente pour cet année un total de 5.298,34 €. **Pour 2017, cela représenterait 14.400 €.** Pour mémoire figurait une inscription au budget 2016 de 9.600 €.

D. Perspectives d'évolution pour 2017

1. Evolution des taux 2017

L'augmentation des taux de fiscalité est dépendante de la stratégie fiscale.

Pour 2017, compte tenu du contexte local et national, **il paraît opportun d'appliquer un principe de stabilité en ne modifiant ni à la hausse ni à la baisse**, les taux arrêtés en 2016 et ce, malgré la nécessité, pour la Communauté de Communes, de :

- Compenser en partie les baisses de dotations de l'Etat, la péréquation et les baisses de produits engendrés par des modifications légales,
- Maintenir et améliorer le niveau des services à la population,
- Poursuivre les investissements structurels,
- Se préparer et anticiper l'avenir de l'intercommunalité (Loi NOTRe).

2. Evolution des tarifs 2017

Un examen des recettes des différents services est effectué afin d'analyser les coûts des prestations rendues. Cet examen est fait au préalable par les commissions ad hoc.

Les tarifs délibérés en conseil communautaire portent :

- Commission Action Sociale : ALSH la Boite à Malice – Pour mémoire, une baisse des tarifs a été adoptée en 2016 à hauteur de 38 %. Les tarifs 2017 restent inchangés.
- Commission Aménagement Espace : Convention ADS – tarifs approuvés en séance du 27 octobre 2016 avec la mise en place d'un forfait de 150 € par commune et facturation à l'acte :
 - Permis d'aménager – 242 €
 - Permis de construire – 161 €
 - Permis de démolir – 161 €
 - Déclaration préalable – 113 €
 - Autorisation de travaux – 113 €
 - Certificat d'urbanisme B – 49 €
 - Contrôle de conformité – 120 €.
- Commission Environnement : Accès Professionnels aux déchèteries du territoire 15 € - Maintien du tarif.

3. Plan pluriannuel prévisionnel d'investissement

Le tableau ci-dessous reprend les travaux des commissions ou délibérations du Conseil Communautaire au niveau de la planification des projets d'investissement structurels de la CCEPPG.

Opérations	TRAVAUX							FINANCEMENT PREVISIONNEL
	Montant	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Très Haut Débit 84	1 260 000 €		420 000	420 000	420 000			Emprunt envisagé sur 2018 / Autofinancement par la suite
Très Haut Débit 26	1 900 000 €		1 400 000				500 000	
<i>Réseau Bibliothèque - Déploiement</i>	<i>16 340 €</i>	<i>16 340</i>						<i>Autofinancement</i>
<i>Z.A.C - Réserve foncière</i>	<i>30 000 €</i>	<i>30 000</i>						<i>Autofinancement</i>
<i>Voies douces</i>								<i>Inscription en attente d'une décision de faisabilité</i>
Aménagement Site Germain Aubert								
<i>Epicerie sociale</i>	<i>115 200 €</i>	<i>115 200</i>						<i>DETR - Autofinancement</i>
<i>ADAP - Mise en accessibilité</i>	<i>10 000 €</i>	<i>10 000</i>						<i>Autofinancement</i>
<i>Aménagement bureaux 1er étage</i>	<i>200 000 €</i>	<i>200 000</i>						<i>Autofinancement</i>
<i>Accueil entreprises</i>	<i>300 000 €</i>	<i>300 000</i>						<i>Autofinancement</i>
<i>Cité du Végétal - Aménagement complémentaire d'atelier</i>								<i>Autofinancement</i>
TOTAL	3 831 540 €	671 540 €	1 820 000 €	420 000 €	420 000 €	0 €	500 000 €	
Part d'autofinancement prévisionnel mobilisée		<i>638 040 €</i>	<i>20 000 €</i>	<i>420 000 €</i>	<i>420 000 €</i>			

En italique : Projet en cours de chiffrage

La part d'autofinancement mobilisée pourrait être réduite en fonction des attributions de subventions sollicitées et non notifiées à ce jour (CRET, FNADT, ...)

Ainsi au regard du prévisionnel d'investissement établi en 2016, les travaux d'accessibilité des bureaux de la CCEPPG ont été ramenés à la seule accessibilité du rez de chaussée.

Il est précisé, que pour ce qui figure en italique, il s'agit du coût prévisionnel. Ce tableau ne tient pas compte du financement prévisible des opérations qui devra faire l'objet d'une notification des cofinanceurs.

Au titre des investissements programmés pour l'exercice 2017, il n'est pas envisagé de souscrire un nouvel emprunt.

E. Modalités de vote des budgets

Le Conseil Communautaire vote les crédits au niveau du chapitre budgétaire (011 – charges à caractère général, 012 – charges de personnel, 23 – Constructions en cours, 21 – Immobilisations corporelles,) chaque chapitre regroupant plusieurs articles conformément aux instructions budgétaires et comptables.

Ainsi le Président engage et mandate les dépenses dans la limite du crédit ouvert pour chacun des chapitres budgétaires.

Il est à souligner qu'au niveau de l'investissement, les programmes s'échelonnent sur plusieurs années et qu'il n'est pas rare que des crédits engagés (devis ou marchés signés) se poursuivent sur l'exercice budgétaire suivant. Les restes à réaliser sont d'ores-et-déjà votés et ne font pas l'objet d'un nouveau débat. Seuls les crédits nouveaux sont soumis au vote de l'assemblée délibérante.

1. Budget principal 2017

Ce budget après rapport de la CLECT comportera les écritures budgétaires et comptables liées à la conservation et extension des compétences sur l'ensemble du territoire, ce qui n'avait été que partiellement réalisé sur 2016 (dépenses et recettes).

a) Administration générale

En dehors de la réorganisation des services ayant entraîné l'aménagement de bureaux pour le pôle Aménagement du Territoire au 1^{er} étage du bâtiment (travaux effectués majoritairement en régie), seule la réalisation de la mise en accessibilité (ADAP) des locaux de la CCEPPG est envisagé pour 2017. Effectivement la CCEPPG doit déposer un agenda d'accessibilité d'ici le mois d'Avril 2017. Il portera tout d'abord sur l'accessibilité du rez de chaussée pour un montant global de travaux d'environ 10 000 €. La mise en accessibilité se fera en deux tranches : la première tranche des travaux commencera cet automne et portera sur l'aménagement d'une rampe et du parking.

Sur un plan informatique, après l'installation d'un serveur optimisant et sécurisant les installations, il paraît souhaitable de renforcer encore la sécurisation du système.

Par ailleurs, l'aménagement des services communautaires au 1^{er} étage du Site Germain Aubert nécessitera éventuellement l'acquisition de mobilier.

Une évolution du site internet de la CCEPPG sera nécessaire en 2017 et pourrait représenter une inscription budgétaire de 4.000 € environ.

En fonctionnement, en dehors de la poursuite de l'exécution des contrats en cours à ce jour (téléphonie, reprographie, automobile, prestations,), il est prévu la réalisation d'une étude d'aide à la prise de la compétence Eau & Assainissement planifiée dans le cadre de la Loi NOTRe à échéance maximale 2020.

b) Commission Action Sociale

Du fait de la fusion en 2014 des deux communautés de communes Enclave des Papes et Pays de Grignan et suite au transfert en 2015 d'une partie de la compétence enfance à notre EPCI, les deux Contrats Enfance Jeunesse signés respectivement avec les CAF et MSA de la Drôme et du Vaucluse ont été réunis en un seul courant 2016. Ce contrat regroupe l'ensemble des actions mise en place sur le territoire communautaire pour une durée de quatre ans de 2016 à 2019. Au titre de 2017, l'ensemble des prestations versées à ce titre devrait représenter 310.249 €.

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, le RAM de Valréas a été transféré à la communauté de communes, ceci correspondant à une demande de la Caisse d'Allocations Familiales et répondant au souci d'harmonisation de fonctionnement sur le territoire. Précédemment géré par l'association AGC qui percevait donc une subvention de notre collectivité, cette action sera assumée par la CCEPPG. L'agent assurant ces fonctions a donc été transféré en date du 1^{er} Janvier 2017. En dehors des prestations liées au contrat enfance, ce service bénéficiera également de la prestation de service ordinaire, au même titre que le RAM de Taulignan.

Au titre de la Banque Alimentaire, à l'issue des rencontres de 2016 avec « le Rayon de Soleil », l'accès à l'épicerie sociale, située à Valréas, a été étendue à l'ensemble des bénéficiaires du territoire. Outre la subvention à cette association (750 € pour 2016), la participation de certains bénéficiaires est prise en charge par la Communauté de Communes : ceci a représenté 3.481,85 €. Depuis avril 2016, notre collectivité n'adhère donc plus à la Banque Alimentaire 26 ; seule la régularisation de notre participation au titre de 2016 sera appelée sur ce budget. Par ailleurs, l'extension du dispositif existant à la commune de Montségur sur Lauzon en 2016 sera examinée lors des prochains travaux de la CLECT.

A cet égard, il est envisagé d'aménager un local adapté sur le site de la communauté de communes pour fin octobre 2017. Ces aménagements figurent en RAR pour 115.200 € de travaux. Le Cabinet d'Architectes ARMAND-COUTELIER procède au chiffrage définitif de cette opération. Une notification au titre de la DETR a été faite à hauteur de 33.600 € (RAR 2016).

Concernant l'ALSH « La boîte à malices » gérée par la Communauté de Communes, il fonctionnera comme en 2016 sur 13 semaines. Les marchés de prestations correspondant ont été conclus pour la période 2017/2018. A savoir, Transport – Cie TESTE, la restauration – API et l'animation -association CENTRE SOCIAL AGC. La participation des familles est maintenue à l'identique de 2016. Le coût prévisionnel supporté par la CCEPPG serait de 27.080 €.

Pour mémoire, la Crèche « Le Bac à Sable » de Visan est un service communautaire : le personnel et les frais de fonctionnement figurant au budget général de la collectivité. Il est à noter une stabilité du coût du service. Depuis Février 2017, les repas sont désormais confectionnés et livrés par la Maison de Retraite de Tulette et non plus réalisés en interne.

L'attribution de subvention aux associations intervenant dans le secteur Enfance-Jeunesse devrait être maintenu à minima à l'identique, après analyse des demandes déposées.

Enfin, au titre de la fourrière animale, le conseil communautaire dans sa séance du 27 Novembre 2015 a étendu celle-ci à l'ensemble du territoire, désormais on parle de « gestion intercommunale du service de fourrière animale » (L.221-11 du code rural et L 5211-17 et L 1321-1 du CGCT).

En dehors de la convention avec la SPA de l'Enclave une convention avec le SICEC de Pierrelatte devrait être conclue. Ainsi 14 communes seraient rattachées à la SPA de l'ENCLAVE et 5 communes au SICEC de Pierrelatte. Pour mémoire, la participation financière est répartie comme suit :

SPA ENCLAVE – Subvention de 0,70 € par habitants (soit pour 2016 =11.260.90 €)

Frais de garde 10 €/jour/animal non réclamé sur 10 jours, (soit pour 2016 - 11.200 €)

SICEC PIERRELATTE – Subvention de 0,86 €/ habitant. Au titre de l'exercice 2017, la cotisation appelée s'élève à 6.069 €.

c) Commission Environnement

Les marchés de collecte des déchets ménagers et assimilés ont été renouvelés en 2015 et arrivent à terme au 31 Décembre 2017 pour la première période de reconduction. Ainsi, pour 2017 les seules évolutions à noter sur ce point seront d'une part la révision légale des coûts (variant de 0,99 à 1% pour 2017) et d'autre part la variation des tonnages collectés. Il est possible de reconduire ces marchés jusqu'au 31/12/2018.

Par ailleurs, le tarif de l'accès des professionnels aux déchèteries est maintenu à l'identique de 2016 à savoir 15 € par passage (gratuité des passages pour les cartons et/ou ferraille). Il est néanmoins envisagé de proposer pour l'accès des restaurateurs une possibilité de choix entre un forfait trimestriel ou semestriel et le régime ordinaire.

Ce service bénéficie d'un financement par la TEOM. Les taux 2016 étaient respectivement de 7,40 % pour la commune de Grignan et 13 % pour les communes de l'Enclave, taux qui devraient être maintenus. Le conseil communautaire s'est positionné en faveur de l'uniformisation du financement de ce service à la TEOM à l'horizon 2018/2019. Afin de préparer cette échéance, une étude portant d'une part sur la mise en place de zonage et d'autre part sur le renouvellement des marchés paraît souhaitable.

Concernant les actions de communication, la communication de proximité va être favorisée. A ce titre sont envisagées la réalisation d'une réglette mémo tri, d'un guide du tri ainsi que la signalétique des points d'apports volontaires. A destination des scolaires, la reconduction du spectacle sur le tri ainsi que des agendas sont envisagés sur 2017.

Pour 2017, au niveau de l'investissement, hormis les opérations engagées en 2015 et non réalisées à ce jour qui figurent en reste à réaliser, seuls des petits travaux d'aménagement pourraient être nécessaires (rehausse de la benne gravats de la déchèterie de Grignan). Par ailleurs le projet de création d'une ressourcerie est en réflexion. Ce projet nécessiterait l'acquisition foncière de terrain jouxtant la déchèterie de Valréas.

Concernant le financement de la compétence collecte des déchets ménagers, le Conseil Communautaire, dans sa séance du 15 décembre 2016 par délibération n° 2016-108, s'est prononcé en faveur de l'harmonisation du mode de financement du service de gestion des déchets par l'adoption de la TEOM pour une application au plus tard au 1^{er} Janvier 2019 sur l'ensemble du territoire. En 2017, perdure sur le territoire d'une part la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, nécessitant une convention de reversement de la taxe avec la Commune de Grignan, et la Redevance d'Enlèvements des Ordures Ménagères.

d) Commission Aménagement du Territoire

Très Haut Débit

Dans le cadre du déploiement du Très Haut Débit sur le territoire, deux conventions ont été établies avec les Départements de la Drôme et du Vaucluse afin de déployer à l'horizon de 2025, 10.828 prises. Cette décision actée dans la séance du 16 Décembre 2016, sera étalée entre 2018 et 2025.

. Vaucluse

54% des prises de la commune de Valréas, soit 3228 prises, ont été déployées dans le cadre d'un projet pilote en 2012 – 2014.

Plan pilote 2012-2014 : 3228 prises. Total : 186 649.24€ soit 58€ à la prise pour la communauté (20% du montant total) - (Tarif exceptionnellement bas dans le cadre du projet pilote : prix habituellement constaté à la prise environ 300 €).

En décembre 2015 la Communauté de Communes s'est engagée dans le premier plan quinquennal de déploiement très haut débit de Vaucluse pour déployer l'intégralité des prises des communes de l'Enclave des Papes. L'heure est aux études, un comité de pilotage devrait être prochainement organisé par le Département

Perspectives - Le Département a souhaité prioriser les EPCI ayant bénéficié du plan pilote en proposant de terminer le déploiement de leurs communes dans le premier plan quinquennal (2016/2021) :

-Fin du déploiement sur Valréas (46% des prises restantes) soit 2 866 prises.

-2 672 prises sur les communes de Richerenches (420) / Visan (1 205) et Grillon (1 047).

Soit un total de 5 538 prises (hypothèse haute)

Participation financière : connue précisément à l'issue des études.

- **Hypothèse haute** - 1 370 655 € soit 247.50€ à la prise
- **Hypothèse basse** - 981 986 € soit 177.30 € à la prise

. Drôme

La Communauté de Communes s'est engagée par délibération en octobre 2016 pour le déploiement de l'intégralité des communes Drômoises.

Rappel :

- *Conventionnement dernier trimestre 2016 acté par délibération – modalités de financement à définir*
- *Plan de déploiement sur 10 ans (2016-2025)*
- *15 communes Drômoises : 5 840 prises à déployer*
- *Coût par prise estimé : 300€ + 30€ de participation au fonctionnement pour l'intercommunalité (environ 20% du tarif total)*
- *Coût total estimé : 330 * 5840 = 1 927 200€*

Choix de déploiement proposé par ADN :

Sens Ouest /Est afin de profiter de l'opportunité de déploiement des zones de Montélimar / St Paul 3 Châteaux.

La première phase de déploiement consistera à créer 3 800 prises (soit 65% des prises de notre territoire sur un objectif initial de 50%) sur les communes.

Démarrage des études 2017 – Travaux 2020-2021

- *Communes concernées en phase 1 : Roussas, Valaurie, Montségur sur Lauzon, Chantemerle les Grignan, Grignan, Chamaret, Colonzelle, Réauville, Montjoyer (1/2).*
- *Communes concernées par la phase 2 : Montjoyer (2/2), Salles-sous-bois, Taulignan, Montbrison-sur-Lez, Le Pègue, Rousset-les vignes, Saint Pantaléon les Vignes*

En parallèle, la communauté va être sollicitée pour une participation financière en vue de la labélisation de la zone du Clavon à Valaurie, ce qui permettrait de raccorder l'intégralité de la ZA à la Fibre optique. Cette participation devrait être comprise entre 5 000 et 10 000€ maximum sur un montant total de 15 000€.

Adhésions aux Syndicats d'aménagement des cours d'eau

Le Comité Syndical du SMBVL devrait approuver dans sa prochaine séance, à maxima, le maintien de la cotisation 2016 soit 226.240 €. La décision prise par le Comité Syndical concernera également le SMDABL qui devra appliquer la même variation sur la cotisation appelée (représentation substitution). De même les cotisations à « L'entente du Lauzon » et SIABLEZ sont maintenues pour 2017.

Service mutualisé ADS

Comme évoqué ci-avant (*cf. Page 12 Schéma de mutualisation-Commission Mutualisation*), recrutement d'un agent complémentaire, mission contrôle 2017, adhésion de 4 communes supplémentaires, réfaction des tarifs appliqués aux collectivités.

Convention ADS – tarifs approuvés en séance du 27 octobre 2016 avec la mise en place d'un forfait de 150 € par commune et facturation à l'acte (*cf. Page 27 évolutions des tarifs*).

SIG : Service d'Information Géographique

Une consultation sera lancée en 2017 pour le renouvellement et l'harmonisation des SIG à l'échelle intercommunale.

Mise en réseau des bibliothèques

Dans le cadre de sa compétence « *lutte contre la fracture numérique* », les médiathèques municipales de Grillon et Visan fonctionnent depuis Juin 2006 en réseau collaboratif de lecture publique. Aujourd'hui, il paraît opportun de développer ce service de proximité, avec une extension du dispositif aux bibliothèques des communes du territoire. 7 Bibliothèques sont concernées par le projet de mise en réseau (Grignan, Grillon, Montségur-sur Lauzon, Roussas/Valaurie, Richerenches, Taulignan, Visan). Cette opération est estimée à un investissement de 16.340 € (logiciel de mise en réseau sur ces structures) avec un coût de fonctionnement annuel de 5.040 €.

Pour 2017, il convient d'inscrire au budget de fonctionnement, les frais de maintenance et d'hébergement de la base documentaire.

Adhésion au Schéma de Cohérence Territoriale, le SCOT et au PNR des Baronnies

Compte tenu des retards pris dans la création du Syndicat Mixte du SCOT, la participation de la CCEPPG de 34.175 € n'a pas été appelée en 2016. A titre de prévision, il conviendra de la prévoir sur le budget 2017, étant

précisé que des négociations vont avoir lieu au cours de l'année concernant la maîtrise des frais de fonctionnement de cette structure.

L'appartenance au PNR des Baronnie pour la commune de TAULIGNAN, devrait générer une cotisation communautaire annuelle de 1,50 €/ habitants sur la base de la population DGF de cette commune. La cotisation 2017 s'élève à 2.811 €.

Politique du Logement – Cadre de vie

Dans le cadre de la politique du logement et du cadre de vie exercée désormais sur l'ensemble du territoire, aucune étude diagnostic sur le logement et l'habitat n'est prévue à ce jour, étude préalable à tout dispositif d'aide sur le logement social.

Etude Voies douces : ancienne voie ferrée et bord de Berre

L'étude est terminée, ne figure en reste à réaliser que le solde de cette dernière. A ce jour, les travaux d'aménagement ne sont pas envisagés sur l'exercice 2017.

Accessibilité

Il est prévu sur 2017, la mise en place de la commission d'accessibilité intercommunale.

Electrification

L'adhésion de la CCEPPG au SEV a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 23 Juin 2016. Ainsi, à compter du 1^{er} Juillet 2016, la compétence « Electrification Rurale » sur les communes de Grillon, Richerenches et Visan a été transférée et ce dès la gestion 2016. Une convention de transfert en précisera les modalités. Ceci entraîne outre le transfert des programmes de travaux en cours, le transfert des emprunts liés à cette compétence qui feront l'objet d'une prise en charge de l'annuité correspondante par le SEV, ainsi que le transfert de l'actif et des recettes qui y sont liées (TCFE, subvention, FACE). (Cf. Page 15-16 Etat de la dette).

En parallèle, le Conseil Communautaire le 27 Novembre 2015, a délibéré pour conserver la compétence et à l'étendre à l'ensemble du territoire. Aucune écriture n'a été faite sur 2016, ni au titre de la représentation substitution (prise en charge la quote part des communes dans le financement du SDED), ni la prise en charge des frais d'entretien de l'éclairage public. Cette extension de compétence sera également étudiée dans le cadre de la CLECT.

Devra figurer au budget 2017, la partie éclairage public tant en fonctionnement (consommation, maintenance, rénovation, ...), qu'en investissement.

e) Commission Développement Economique / Tourisme

Tourisme

Au titre du tourisme il est à noter que suite à l'adoption définitive de la loi NOTRe par le Parlement le 16 juillet 2015, la compétence obligatoire « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » a été transférée au 1^{er} Janvier 2017 aux intercommunalités. La gestion de ce volet se fait au travers d'un mode associatif par « l'office de tourisme communautaire Pays de Grignan-Enclave des Papes » issu de la fusion des deux anciens offices de tourisme ** présents sur le territoire, à Valréas et à Grignan. Une convention

d'objectifs et de moyens a été conclue avec le nouvel organisme, la subvention 2017 est prévue à hauteur de 230 000.00 €.

La perception de la taxe de séjour est réalisée via la plateforme de déclaration « Nouveaux Territoire ». En 2016, après relances auprès des hébergeurs, celle-ci a généré une recette de 126.433,80 € dont, pour la partie vauclusienne 10 % sont reversés au Conseil Départemental 84 pour 4.850,58 €. En 2016, le tourisme sur le territoire du Pays de Grignan et de l'Enclave des Papes a représenté près de 200 000 nuitées contre 182 000 en 2015. Ce fonctionnement est renouvelé pour 2017 avec un contrat de maintenance et d'hébergement pour le logiciel de télédéclaration.

Les adhésions au CETE DROME PROVENCALE et à l'ADTHV sont maintenues.

Zones d'activités

La Loi NOTRe modifie la définition légale de la compétence « développement économique » par suppression de l'intérêt communautaire pour les zones d'activités économiques, ce qui entraîne le transfert des zones d'activités communales à la Communauté de Communes. Pour mémoire ont été répertoriées (délibération n° 2015-135 du 16/12/2015) les zones d'activités suivantes :

- GRIGNAN - 2 zones : Zones d'activités NORD et SUD (Route de Montélimar),
- GRILLON – 4 zones : ZA la Garenne – ZA des Rouines – ZA des Moulrières – ZA de la route de Grignan,
- VALREAS – 2 zones : ZI de la Grèze, ZI des Molières.
- VALAURIE – 1 Zone : ZA du Clavon.

Cette compétence induit d'une part la création, aménagement, commercialisation ainsi que l'entretien, la gestion et l'animation pour toutes les zones d'activités, et d'autre part la réhabilitation, la requalification ou la redynamisation.

A ce titre, un schéma des zones devrait être dressé sur 2017 visant d'une part à faire un inventaire des zones, afin d'établir un diagnostic qualitatif (en développement, à maturation, en obsolescence) et d'autre part à hiérarchiser ces zones et les interventions à mettre en œuvre.

Continuité des adhésions à Initiative Seuil Provence, Elan repères, C2EG, Pays une autre Provence ainsi qu'à la mission locale de la Drôme provençale et celle du Haut Vaucluse.

A noter que dans le cadre du Contrat de Ville, une subvention complémentaire à Initiative Seuil de Provence et Mission Locale pourra être appelée à hauteur de 4.850 €.

CITE DU VEGETAL – Plateforme d'éco extraction

La totalité du chantier a été réceptionné. Seuls reste à réaliser le solde des situations présentées par les entreprises des lots techniques, ainsi que la restitution d'une partie de la subvention FEDER. Afin de favoriser l'occupation des ateliers de la pépinière et d'accueillir ainsi certaines activités spécifiques, des travaux d'aménagement pourraient être envisagés sur 2017.

Par ailleurs, dans le cadre du projet de création d'une cité scolaire, la communauté de communes a donné son accord pour la vente d'un terrain lui appartenant route de Grillon à Valréas. De même, la maison dite du gardien faisant partie du tènement foncier du bâtiment industriel, a été mise en vente.

Au titre du développement économique, suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise TIRO CLAS SYSTEM, et à la prospection engagée, des entreprises sont intéressées pour intégrer les 8.000 m² de l'ancien atelier de

production. Des travaux sur les espaces communs sont en cours de réalisation afin de compartimenter les locaux seront mis en location par la suite. Il est précisé que les aménagements intérieurs sont à la charge des entreprises. A ce jour, 4 entreprises seraient intéressées et devraient intégrer avant la fin 2017 ces locaux.

2. Budget Annexe : Assainissement non Collectif 2017

Aucune action particulière n'est à noter pour 2017. Le programme de subventionnement pour la réhabilitation des installations non conforme mis en œuvre par délibération du 20 Octobre 2015 sera renouvelé. En 2016, 10 dossiers ont été déposés auprès de l'Agence de l'Eau 3 dossiers ont été acceptés pour un montant total de 9.000 €.

Poursuite des diagnostics de l'existant en 2017, sur les communes de la Drôme.

Enfin, le coût de poste du technicien, compte tenu des fiches de postes validées, sera ventilé sur 2 budgets 90 % sur le budget annexe ANC (50 % pour le service et 40 % de mise à disposition du Syndicat RIVAVI) et 10 % sur le budget général dans le cadre de la prise future de la compétence Eau et Assainissement.

3. Budget Annexe : Déchets REOM 2017

Le groupe de travail REOM a étudié en fin d'année 2016, les projections pour l'année suivante. Le conseil communautaire s'est positionné sur le tarif applicable en 2017. Ainsi, le tarif de base de la REOM est arrêté par le conseil communautaire à 182 €.

Il est prévu sur 2017 le remplacement et la réparation de container de tri sélectif endommagé et une mise à jour de la signalétique.

Après finalisation du mode de financement du service d'enlèvement des déchets envisagé sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, ce budget annexe sera appelé à disparaître.